Nations Unies S/PV.6625



Conseil de sécurité

Soixante-sixième année

Provisoire

6625e séance

Jeudi 29 septembre 2011, à 10 heures
New York

Président :	M. Salam	(Liban)
Membres :	Afrique du Sud	M. Mashabane
	Allemagne	M. Wittig
	Bosnie-Herzégovine	Mme Čolaković
	Brésil	Mme Viotti
	Chine	M. Wang Min
	Colombie	M. Osorio
	États-Unis d'Amérique	Mme Rice
	Fédération de Russie	M. Pankin
	France	M. Araud
	Gabon	M. Messone
	Inde	M. Hardeep Singh Puri
	Nigéria	Mme Ogwu
	Portugal	M. Moraes Cabral
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Mark Lyall Grant

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2011/590)

11-52329 (F)





La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2011/590)

Le Président (*parle en arabe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Australie, du Canada, du Japon, du Kirghizistan, du Pakistan et de la Turquie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Zalmai Rassoul, Ministre afghan des affaires étrangères.

En vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Staffan de Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, à participer à la présente séance.

En vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Pedro Serrano, Chef par intérim de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2011/590, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je donne maintenant la parole à M. De Mistura.

M. De Mistura (*parle en anglais*) : Je remercie le Ministre Rassoul d'être parmi nous aujourd'hui. Sa présence envoie un signal fort à un moment où, comme la présidence libanaise nous l'a rappelé, l'Afghanistan traverse une terrible période. Sa présence nous rappelle la disparition du Président Rabbani, et nous devons l'écouter nous expliquer comment l'Afghanistan va une fois encore sortir d'une passe difficile.

En effet, nous nous réunissons aujourd'hui à une heure douloureuse pour le peuple afghan. Nous avons tous été choqués par le récent assassinat de l'ancien Président et Président du Haut Conseil pour la paix, Burhanuddin Rabbani, que nombre d'entre nous considéraient comme un ami et que nous respections tous. Cela étant, au fil des millénaires, l'Afghanistan et les Afghans nous ont fait à maintes reprises la preuve de leur capacité de se remettre de pertes tragiques, et nous savons que leur détermination à parvenir à la paix ne sera pas ébranlée, comme le Président Karzaï lui-même l'a récemment confirmé.

Nous n'avons encore aucune certitude quant aux commanditaires de cet attentat. Ainsi que le fils du Président Rabbani l'a déclaré lors des funérailles à Kaboul, nous devons continuer à œuvrer pour la paix – la même paix qu'il avait enclenchée, envers laquelle il s'était engagé et pour laquelle il a sacrifié sa vie dans l'exercice de ses fonctions de Président du Haut Conseil pour la paix. L'histoire nous a souvent montré que dès qu'ils commencent à porter leurs fruits – et précisément pour cette raison – les efforts de réconciliation sont particulièrement susceptibles d'être sabotés. Ces dernières années, l'idée d'un processus de paix a suscité un intérêt accru parmi de nombreuses parties concernées. Sous la direction du Président Rabbani, le Haut Conseil pour la paix avait d'ailleurs commencé à produire une forme de dialogue ô combien nécessaire pour combler le déficit de confiance avant que des pourparlers plus concrets puissent être engagés.

La voie de la paix n'est jamais facile, nous le savons bien. La mort de Burhanuddin Rabbani ne signifie pas la fin du processus de paix. De nombreux Afghans eux-mêmes l'ont assuré, en particulier parmi les plus hautes autorités du pays. Le moment est venu pour les Afghans de rectifier le cap; l'heure est à l'unité nationale au sein des dirigeants comme au sein de la population face à cette nouvelle disparition tragique qui frappe l'Afghanistan.

J'ai récemment été invité à la projection d'un film afghan rendant hommage aux accomplissements de quatre jeunes Afghans qui, sans aucune expérience et sans l'appui de tiers, ont réussi à escalader la barrière naturelle la plus imposante d'Afghanistan, devenant ainsi la première cordée afghane à parvenir au sommet du mont Nowshak, le point culminant du pays. Cet exploit vient nous rappeler à tous que le Gouvernement et le peuple afghans, avec l'appui de

gens comme nous, finiront par se donner la main pour trouver une solution pacifique à leurs problèmes.

Il n'y a pas d'autre solution que la solution politique. Nous avons une occasion, toute limitée et fragile soit-elle, d'entamer des négociations, et nous devons la saisir. La paix n'est pas un événement; c'est un processus qui, s'il veut être pérenne et donner des résultats durables, doit être large et ouvert aux Afghans de toutes origines, ainsi qu'à la société civile. La priorité doit rester un dialogue mené entre et par les Afghans eux-mêmes, les non-Afghans tels que nous ne jouant, le cas échéant, qu'un rôle de second plan.

Au niveau national, et pour preuve de sa volonté inchangée de parvenir à la paix, nous espérons que le Gouvernement afghan nommera rapidement une personne d'autorité, non pas pour remplacer le Président Rabbani – qui est irremplaçable – mais pour poursuivre les efforts qu'il avait menés à la tête du Haut Conseil pour la paix.

Les efforts de paix supposent également la réparation des doléances locales. Je voudrais à cet égard rendre un hommage particulier au Ministre Stanikzai, un ami blessé auquel nous adressons tous nos vœux de prompt rétablissement. Ses efforts pour faire avancer le Programme afghan pour la paix et la réintégration, un processus critique au niveau local, ont été déterminants et doivent être poursuivis à titre de mécanisme de règlement des différends, parallèlement à d'autres mécanismes similaires. C'est pourquoi nous tenons à nous féliciter de l'organisation opportune, à Kandahar récemment, d'une conférence sur le Programme afghan pour la paix et la réintégration, qui a offert l'occasion de promouvoir plus avant la réintégration, notamment dans le sud où, en toute honnêteté, il n'y a pas eu autant de progrès que dans la partie nord du pays.

En outre, concernant ledit Programme, nous devons continuer de veiller à ce qu'il y ait un mécanisme de vérification des antécédents adapté et rigoureux. Le souvenir de la tragédie de Kandahar, ainsi que notre expérience à Mazar-e-Sharif et, à présent, l'assassinat de Burhanuddin Rabbani – tout cela nous rappelle à quel point il est important de vérifier les antécédents de tous.

Sur une note positive, s'agissant de la Police et de l'Armée nationales afghanes, nous relevons des progrès de plus en plus nombreux dans la mise en place de ces deux institutions, progrès qui montrent qu'elles sont à même d'assumer davantage de responsabilités sur le plan de la sécurité et de gagner en autonomie. C'est pourquoi, malgré tous les incidents mentionnés, la transition se poursuit. Les événements récents en matière de sécurité, certes regrettables compte tenu des pertes de vies humaines, ont également montré que le système national de sécurité afghan est de plus en plus capable de prendre ce type d'événements en charge de manière maîtrisée et mesurée. Je voudrais à ce propos donner un autre exemple, personnel lui aussi.

En août, parmi les nombreux attentats perpétrés, une attaque de plusieurs heures a visé la place Abdul Haq. À cette occasion, le lieutenant-colonel de police responsable de la zone est mort quand la charge que transportait un kamikaze qui se dirigeait vers la foule a explosé alors qu'il tentait de le ceinturer. Par ce geste, il a sauvé de nombreuses vies, y compris celles de sa propre équipe. Voilà le genre d'incident qui nous incite, nous, les étrangers de Kaboul, à dire que la Police nationale afghane jouit effectivement d'un respect de plus en plus grand auprès de la population et assume ses fonctions avec de plus en plus de compétences.

Les pertes en vies humaines chez les Afghans moyens sont toujours trop élevées, comme le Président Karzaï nous le rappelle constamment. Les incidents en matière de sécurité, et certainement les incidents militaires, sont peut-être moins nombreux par rapport au passé – cela ne fait aucun doute – mais dans l'ensemble, le nombre de pertes civiles est malheureusement trop élevé; une perte civile est une perte de trop. Nous sommes de plus en plus préoccupés par le nombre croissant de victimes et par l'utilisation de certaines tactiques, notamment par les Taliban et les insurgés, car, nous l'avons constaté, ils frappent indistinctement la population civile.

Des erreurs se produisent toujours, mais il y a une amélioration et l'on va dans la bonne direction; il n'en demeure pas moins que la nécessité d'améliorer la protection des civils doit être notre souci constant. L'État afghan, qui a beaucoup fait, doit continuer à se distinguer en inscrivant le respect des droits de l'homme au cœur de ses propres politiques et pratiques, y compris dans le traitement des prisonniers et des détenus, qui est un domaine où nous avons déjà constaté une évolution encourageante. Et lorsque des progrès sont enregistrés, nous devons les saluer; il en est ainsi par exemple de l'amélioration encourageante de la règlementation relative aux foyers pour femmes, qui pourrait grandement contribuer à la protection des femmes et des filles afghanes, souvent exposées à la violence et aux mauvais traitements.

Nous tenons aujourd’hui une séance à un moment très triste et important dans l’histoire afghane. C’est l’une des séances qui sont organisées en prévision de deux réunions cruciales qui seront convoquées dans le courant de l’année, l’une à Istanbul et l’autre à Bonn. Nous espérons qu’elles nous donneront l’occasion de montrer une détermination collective à appuyer le Gouvernement et le peuple afghans et à les rassurer que notre soutien s’inscrit dans la durée. Il nous incombe de veiller à ce que les prochaines conférences, notamment les deux que j’ai mentionnées, ne soient pas cérémonielles – nous savons qu’elles ne le seront pas – mais complémentaires, constructives et tournées vers l’avenir.

La Conférence d’Istanbul sur l’Afghanistan, qui se tiendra le 2 novembre, sera un rendez-vous important qui, nous l’espérons, donnera aux représentants de la région l’occasion de se retrouver à Istanbul pour prendre des mesures visant à créer un ordre régional apaisé, dans lequel l’Afghanistan et ses voisins se donneront des assurances mutuelles en vue de créer une région stable et prospère au cœur de l’Asie.

L’Afghanistan estime, ce à quoi nous souscrivons, qu’il ne doit pas être le sujet mais le catalyseur de cette conférence, à laquelle la région pourra débattre des manières concrètes et non théoriques d’établir des mesures de confiance qui devraient permettre de faire face aux défis communs. Un travail constructif et considérable a déjà été accompli, notamment sur le front économique. Je pense que c’est ce à quoi la conférence d’Istanbul a l’intention de se pencher, conformément aux désirs des Afghans. Nous tenons à remercier les autorités turques de l’hospitalité et de la clairvoyance dont ils font preuve en nous donnant la possibilité d’examiner les questions politiques et sécuritaires, mais aussi économiques.

Nous pensons que la prochaine réunion préparatoire, qui doit se tenir à Oslo dans deux jours, veillera à ce que les planificateurs régionaux et aux autres soient parfaitement conscients de la possibilité de mener une réflexion sur cette question, afin que nous puissions aboutir à une déclaration plus forte ou à un document de cette teneur à Istanbul, et peut-être aussi une approche structurelle de suivi afin de veiller à ce que les questions qui seront débattues à Istanbul ne se limitent pas à une déclaration.

La MANUA encourage et appuie ces efforts, auxquels elle prend part, tout en reconnaissant la direction forte imprimée par les deux Coprésidents, notamment l’Afghanistan et la Turquie. Nous appuyons toutes ces initiatives, y compris le projet de la « nouvelle Route de la soie », qui sont dans l’intérêt de l’Afghanistan, de ses voisins et de la région dans son ensemble, et auxquelles nous devons prêter attention.

Seule la confiance entre l’Afghanistan et ses voisins et la confiance entre les personnes créeront un environnement dans lequel les investissements privés pourront devenir plus actifs et se développer, comme nous l’espérons.

Nous attendons avec intérêt la conférence de Bonn, qui se tiendra le 5 décembre. Elle pourrait avoir des conséquences historiques bien que, comme toujours, nous devons être prudents dans nos attentes, même si les espoirs sont grands. Cela permettra singulièrement d’évaluer la transition, qui se poursuit. D’ici là, nous aurons tenu d’autres réunions dans d’autres instances où les autorités afghanes et la Force internationale d’assistance à la sécurité auront clairement fait part de leurs vues – nous l’espérons – quant à la manière de donner un élan supplémentaire à la transition; de promouvoir l’appui au-delà de 2014, car ils doivent savoir qu’ils ne seront pas abandonnés une nouvelle fois; et de faciliter tous les progrès qui auront été réalisés – nous l’espérons tout au moins – sur la voie de la réconciliation.

L’horizon était obscurci par des nuages la dernière fois que j’ai eu l’honneur et le privilège de me retrouver ici avec les membres du Conseil. Le premier nuage était le suivi électoral et la crise parlementaire, et l’autre nuage était la Banque de Kaboul. Je ne veux pas être perçu comme une personne trop optimiste, mais je m’estime suffisamment honnête pour dire au Conseil que ces deux nuages sont en train de se dissiper.

Le premier nuage se dissipe grâce à une décision très courageuse et judicieuse du Président Karzaï. En effet, la Commission électorale indépendante a été reconnue comme l’autorité ultime pour les questions électorales, comme dans toute autre partie du monde où la démocratie va dans la bonne direction. Nous avons donc conclu que nous avons effectué un voyage difficile mais probablement utile en ce qui concerne le processus électoral.

Je pense que nous le processus sera plus facile s’agissant des prochaines élections, quel que soit l’endroit où elles se tiendront, car la reconnaissance du fait que la Commission électorale indépendante est

l'autorité ultime est un très bon point de départ pour les prochaines élections et pour le processus démocratique de séparation des pouvoirs en Afghanistan comme ailleurs. Nous allons donc dans la bonne direction. Rien n'est parfait – de toute évidence, rien n'est parfait nulle part, pas seulement en Afghanistan – mais nous allons dans la bonne direction, et nous pensons que ce nuage se dissipe.

S'agissant de la question de la Banque de Kaboul, nous voyons de la lumière, une lumière forte émerger derrière ce nuage, à tel point que, en toute franchise, cela ne ressemble même plus à un nuage. Un accord de principe est possible sur un programme du Fonds monétaire international (FMI), et nous pensons que cet accord pourrait aboutir grâce aux négociations en cours. Une mission technique du FMI va arriver à Kaboul demain, le 30 septembre, et restera 10 jours pour mener à terme les discussions. Une réunion du Conseil d'administration du FMI est prévue à la mi-novembre. Cela veut dire qu'un autre élément important, le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan, qui offre la possibilité d'un appui financier pour le financement à court terme de programmes prioritaires nationaux clefs, se présente de manière beaucoup plus positive. Des fonds supplémentaires sont nécessaires, mais de nombreux pays ont déjà indiqué qu'ils continueront à le financer tout en attendant que le nuage disparaisse totalement.

Je pense donc que mon ami, le Ministre des finances, et moi allons probablement coprésider et convoquer un conseil commun de coordination et de suivi, qui est une sorte de conseil commun entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale pour les activités économiques, qui est suspendu pendant cette période. Nous espérons le faire en novembre, avant la conférence de Bonn.

À propos de l'examen que, comme le savent les membres, nous considérons très sérieusement – tout comme les autorités afghanes, à juste titre – nous continuerons de nous employer à faire en sorte que le mandat soit satisfaisant pour tout le monde, notamment les autorités afghanes, et en étroite collaboration avec elles et, bien sûr, dans le plein respect du mandat confié par le Conseil de sécurité.

Sur le plan humanitaire, bien que nous sachions qu'il y a d'autres régions dans le monde où les priorités humanitaires appellent l'attention du Conseil, nous pensons que la sécheresse est source de préoccupation. Les organismes humanitaires, conjointement avec les autorités afghanes, devront suivre de près la situation puisque, outre l'insécurité, la sécheresse pourrait causer des pénuries alimentaires. C'est pourquoi, nous attendons avec intérêt les résultats de la révision d'urgence de 2011 des appels globaux, qui se concentrera tout particulièrement sur la question de la sécheresse.

Pour ce qui est de la lutte contre les stupéfiants, je ne cesserai jamais de rappeler au Conseil que les efforts déployés jusqu'à présent sont insuffisants et que la question reste grave à la fois pour les Afghans et, sincèrement, pour les pays voisins et leurs habitants.

Enfin, les trois prochains mois seront sans doute très difficiles. Du point de vue de la sécurité, je crains que les signes ne soient plus clairs. Il faudra persévérer, résister, aller de l'avant, même si, sans doute, il y aura des problèmes de sécurité. Mais d'autres possibilités s'offriront également à nous, comme la transition, la deuxième tranche, les conférences d'Istanbul et de Bonn. En décembre, j'aurai l'honneur de revenir ici pour présenter mon dernier rapport en tant que Représentant spécial. J'espère que je serai en mesure d'apporter de bonnes nouvelles. Les Afghans n'en méritent pas moins.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. De Mistura pour son exposé.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Zalmai Rassoul, Ministres des affaires étrangères d'Afghanistan.

M. Rassoul (*parle en anglais*) : Avant toute chose, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que le Gouvernement libanais d'assurer la présidence du Conseil pour le mois de septembre. Je tiens aussi à remercier mon ami, le Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, pour son exposé et pour la présentation du rapport du Secrétaire général sur l'Afghanistan (S/2011/590).

Je suis heureux de pouvoir prendre la parole une fois encore devant le Conseil. La présente séance se tient sur fond d'une nouvelle tragédie survenue récemment en Afghanistan. Il y a un peu plus d'une semaine, les ennemis de la paix en Afghanistan ont assassiné le Président du Haut Conseil pour la paix, l'ancien Président afghan, Burhanuddin Rabbani. Nous nous souviendrons de Burhanuddin Rabbani pour le brio avec lequel il a servi la cause de la paix en Afghanistan. Toutefois, je tiens à assurer au Conseil, qu'en dépit de cette perte nationale, notre processus de

réconciliation se poursuivra. Au nom du peuple et du Gouvernement afghans, j'exprime ma gratitude et ma reconnaissance pour tous les messages de condoléances et de soutien reçus du monde entier.

Cette année est particulièrement importante pour l'Afghanistan. Tout d'abord, elle marque la dixième année de la fin du règne des Taliban, débouchant sur un nouveau chapitre de notre histoire moderne, caractérisé par un accord concerté pour réaliser ce qui échappait aux Afghans depuis bien trop longtemps : la paix, la stabilité et la prospérité. Au cours de la décennie écoulée, nous avons parcouru un long chemin dans nos efforts communs. Nous avons ainsi accompli des progrès dans la consolidation de nos institutions publiques, la fourniture des services de base à notre peuple, l'enracinement de la démocratie et le respect des droits fondamentaux de tous nos citoyens.

Deuxièmement, nous avons aussi entamé cette année la transition, un processus ambitieux par le biais duquel, nous, le peuple afghan, prendrons totalement en charge la sécurité de notre pays d'ici à la fin de 2014. Comme l'a souligné, la semaine dernière, le Président Karzaï dans son allocution à l'Assemblée générale :

> « Avec l'achèvement du processus de transition, nous, les Afghans, et nos partenaires internationaux, atteindrons l'objectif le plus stratégique de ce partenariat de 10 ans : l'émergence d'un Afghanistan souverain, autonome et pacifique pour tous les Afghans; un Afghanistan en paix avec lui-même et avec le reste du monde » (*A/66/PV.18*).

Outre la ferme détermination nationale afghane, le succès du processus de transition dépendra également de l'appui permanent de la communauté internationale, surtout en ce qui concerne le renforcement des capacités de nos institutions nationales chargées de la sécurité.

En plus du transfert des responsabilités en matière de sécurité, nous mettons également l'accent sur les tâches nécessaires à la mise en œuvre du pilier économique du processus de transition. Cette tâche sera plus difficile, et demandera plus de temps et un engagement durable et à long-terme de nos partenaires internationaux pendant et après le processus de transition.

À cet égard, nous sommes résolus à tirer le meilleur parti du potentiel que représentent nos ressources naturelles pour renforcer notre économie. De plus, nous donnons la priorité aux investissements étrangers, et à la construction de notre infrastructure. Ces efforts nous permettront de jouer un rôle clef dans l'élargissement, l'approfondissement et le renforcement de l'intégration économique régionale en reprenant notre place historique en tant que passerelle entre l'Asie centrale, l'Asie du Sud et le Moyen-Orient. À cet égard, nous sommes ravis que l'initiative de la « nouvelle Route de la soie » ait pris un tel élan. Nous nous félicitons du débat constructif qui a eu lieu à la réunion ministérielle tenue ici à New York la semaine dernière, que nous avons coprésidée avec l'Allemagne et les États-Unis.

Malgré nos efforts pour stabiliser notre pays, les Afghans souffrent encore d'une campagne de terreur interminable menée par les ennemis de l'Afghanistan. Au cours des derniers mois, les terroristes ont lancé des attaques sophistiquées, dont le raid contre l'Hôtel Intercontinental, les attaques perpétrées contre le bâtiment de l'OTAN et l'ambassade des États-Unis à Kaboul, et la série d'assassinats ciblant plusieurs hautes personnalités influentes d'Afghanistan.

Cette série incessante d'attaques, qui émanent des sanctuaires terroristes et des refuges hors de nos frontières, a généré un degré de colère et de frustration sans précédent dans une grande partie de la société afghane. Je voudrais de nouveau, comme nous n'avons jamais cessé de le faire, demander une fin définitive de ces sanctuaires, qui non seulement mettent en péril les Afghans, mais déstabilisent aussi toute la région.

Pour nous permettre de mettre un terme au conflit et de répondre aux demandes et aspirations du peuple afghan à une paix durable, digne et qui profite à tous, nous nous efforcerons de réintégrer dans la vie économique, sociale et politique tous les membres de l'opposition armée prêts à renoncer à la violence, à couper leurs liens avec les groupes terroristes et à accepter notre Constitution, y compris le respect des droits de l'homme et des femmes en particulier.

Malgré l'assassinat de M. Rabbani, dont l'objectif était de déstabiliser le processus de paix, le Haut Conseil pour la paix poursuivra son mandat pour la paix et la réconciliation. Pour que la réconciliation réussisse, nous avons besoin de l'appui de nos partenaires régionaux et internationaux. À cet égard, je tiens à souligner l'importance d'un rôle accordant la priorité aux résultats joué par la République islamique du Pakistan. En même temps, nous tenons à rappeler au

Conseil que nous sommes fermement résolus à mettre en échec ceux qui œuvrent à la destruction et à la déstabilisation de notre pays.

Un calendrier politique important se profile devant nous. Nous attendons avec impatience les conférences d'Istanbul et de Bonn, prévues pour novembre et décembre. À Istanbul, de concert avec les pays qui composent le cœur de l'Asie et les autres partenaires internationaux, nous mettrons l'accent sur une nouvelle vision pour la paix et le développement dans la région. Nous le ferons en demandant que l'on s'engage concrètement à renforcer la confiance, la sécurité et la coopération politique autour de l'Afghanistan. Un Afghanistan pacifique, stable et prospère ne profitera pas uniquement aux Afghans; c'est aussi une condition préalable à la paix, à la sécurité et à la prospérité dans la région.

À Bonn, nous ferons à la communauté internationale le point sur ce que nous avons accompli au cours de la décennie écoulée, en mettant tout particulièrement l'accent sur la transition, la réconciliation et la coopération régionale. Nous présenterons aussi notre vision sur la consolidation de la stabilité, de la démocratie et du développement économique dans notre pays pour les 10 années suivant la transition. À Bonn, nous en appellerons avant tout à la communauté internationale pour qu'elle poursuive son aide au-delà de 2014.

En effet, l'Afghanistan est prêt à travailler avec ses amis et alliés pour planifier des partenariats durables, notamment avec les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN. Ces partenariats nous permettront de garantir notre sécurité, stabilité et notre futur développement économique.

L'Organisation des Nations Unies a joué un rôle très important dans les progrès que nous avons réalisés à ce jour; nous lui en sommes très reconnaissants. Par la suite, ce rôle doit être ajusté pour renforcer la souveraineté afghane. Nous saluons tous les efforts menés pour garantir une action plus intégrée, plus efficace et unie des Nations Unies. Nous attendons avec impatience l'examen d'ensemble conjoint du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. À cet égard, je tiens à remercier de nouveau le Secrétaire général d'avoir autorisé cet examen conjoint.

Pour terminer, je remercie tous les partenaires afghans de la communauté internationale pour leur soutien alors que nous nous efforçons de consolider les fondements de la paix, de la démocratie et du développement que nous avons posés en Afghanistan. Au cours de la décennie écoulée, nos efforts conjoints nous ont permis de parcourir un long chemin, ce dont nous pouvons tous être fiers. Mais nous ne sommes pas encore complètement sortis de l'auberge. En Afghanistan, nous sommes convaincus qu'avec l'aide de la communauté internationale, nous réussirons à concrétiser notre vision commune d'un Afghanistan pacifique, stable et démocratique, un pays autonome qui soit un facteur de paix et de coopération régionales et mondiales.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan pour sa déclaration.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Wittig (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je remercie le Ministre des affaires étrangères, M. Rassoul, pour sa déclaration très utile et, bien entendu, pour sa présence parmi nous. Monsieur le Ministre, c'est un grand plaisir de vous accueillir aujourd'hui au Conseil de sécurité.

Je remercie également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. De Mistura, pour son exposé. Je le félicite, ainsi que tout le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et l'ensemble du système des Nations Unies pour un travail admirable entrepris dans des circonstances très difficiles. L'appui de l'ONU restera absolument crucial.

L'Allemagne s'aligne sur la déclaration que prononcera tout à l'heure le représentant de l'Union européenne.

L'Allemagne condamne dans les termes les plus fermes l'assassinat du Président du Haut Conseil pour la paix, le professeur Rabbani. Permettez-moi de réitérer les condoléances les plus sincères du Gouvernement et du peuple allemands aux autorités afghanes et à tous les Afghans. Nous souhaitons une prompte convalescence au Ministre Stanikzai, Directeur général du Programme afghan pour la paix et la réintégration, et à tous ceux qui ont été blessés.

L'Allemagne se félicite du message énergique envoyé par le Président Karzaï et son gouvernement, en ce moment décisif dans leur détermination à rester engagés sur la voie de la paix et de la réconciliation. Dans ce contexte, je tiens à souligner la promesse

d'appui réitérée par le Conseil de sécurité dans sa déclaration du 21 septembre (SC/10391).

La conférence internationale sur l'Afghanistan qui doit se tenir à Bonn le 5 décembre marquera un jalon crucial pour l'Afghanistan, comme l'ont dit le Représentant spécial du Secrétaire général, M. De Mistura, et le Ministre des affaires étrangères, M. Rassoul. Comme je l'ai dit au Conseil en juillet (voir S/PV.6574), un des principaux objectifs de la conférence est de mieux définir quel sera l'engagement de la communauté internationale pendant et après la transition dans le secteur de la sécurité, qui devra avoir été achevée d'ici la fin de 2014. De l'avis de l'Allemagne, la transition dans le secteur de la sécurité marque un nouveau départ, et non pas la fin, de l'aide internationale accordée à l'Afghanistan.

Il faut garder plusieurs facteurs à l'esprit. Un message d'appui à long terme clair et net en faveur de l'Afghanistan est notre meilleure garantie à Bonn d'assurer la sécurité, de mettre en place une administration durable et surtout de favoriser le développement économique.

Nous sommes donc encouragés par les progrès continus réalisés dans la transition dans le secteur de la sécurité. Si nous restons préoccupés par l'instabilité des conditions générales de sécurité, nous notons avec satisfaction qu'un nombre croissant d'opérations de sécurité dans un nombre croissant de régions du pays sont menées par les forces de sécurité afghanes.

La coopération régionale est particulièrement importante pour le succès de la stratégie internationale en faveur de l'Afghanistan. L'Allemagne appuie avec force les initiatives prises récemment pour mettre en œuvre les déclarations antérieures de relations de bon voisinage. Nous attendons avec un intérêt particulier la conférence d'Istanbul sur l'Afghanistan, le 2 novembre. Ses résultats seront d'une importance capitale pour l'avenir de la coopération régionale dans le centre de l'Asie. L'Allemagne salue également les mesures bilatérales qui ont été prises, notamment avec le Pakistan, telle la formation récente de la Commission mixte afghano-pakistanaise pour la réconciliation et la paix.

Comme complément au processus de paix actuellement en cours, je voudrais souligner le potentiel positif que constituerait une coopération économique accrue dans la région. Il y a une semaine à peine, en présence de plus de 15 ministres des affaires étrangères, 30 délégations de la région et d'ailleurs se sont réunies ici à New York pour formuler une vision commune pour une Nouvelle Route de la soie en vue d'accroître la coopération économique régionale avec l'Afghanistan.

Cette vision exige que des efforts régionaux sincères se concrétisent, mais avec le temps, elle suscitera également un appui international considérable. En anticipation de la conférence de Bonn, les coprésidents – l'Afghanistan, les États-Unis et l'Allemagne – invitent les partenaires à participer à la mise au point des meilleures options permettant de transformer progressivement cette vision en une réalité.

Comme je l'ai déjà dit, l'appui de la communauté internationale sera nécessaire longtemps après la fin de la transition. Dans cette perspective, notre critère doit continuer d'être le principe du renforcement de la souveraineté afghane.

S'agissant du processus d'examen de la MANUA évoqué par le Ministre Rassoul, et compte tenu de la résolution prise en mars par le Conseil à propos du mandat de la MANUA en 2012, l'Allemagne attend avec intérêt le résultat de l'examen. Comme je l'ai dit plus tôt, l'appui de l'ONU restera absolument primordial. Dans ce contexte, nous notons avec satisfaction les progrès continus dans l'unité d'action de l'ONU.

Je voudrais enfin citer trois exemples récents qui illustrent la façon dont la coopération entre l'Afghanistan et ses partenaires internationaux pour mettre en œuvre le processus de Kaboul fait chaque jour des progrès sur le terrain, en dépit de l'instabilité qui règne dans le pays.

Premièrement, malgré de sérieux revers, le processus de Kaboul lui-même semble être de nouveau en bonne voie. L'Allemagne se réjouit du fait que l'on voit plus clairement les mesures à prendre avant que ne soit approuvé un programme du Fonds monétaire international.

Deuxièmement, si les tensions continuent entre les différentes branches du Gouvernement à la suite des premières élections législatives tenues sous la direction des Afghans, il existe désormais une solution qui appuie l'autorité de la Commission électorale indépendante qui laisse entrevoir la perspective de procédures améliorées, conformément aux engagements pris par le Gouvernement afghan en faveur d'une réforme électorale à long terme.

Troisièmement, il faut saluer l'appui sincère et précieux du Gouvernement afghan à l'étude entreprise par la MANUA sur le traitement des détenus dans plusieurs centres gérés par les forces de sécurité afghanes. Il existe manifestement un intérêt commun en faveur de l'amélioration des droits de l'homme. Mon gouvernement est convaincu qu'une fois que le rapport aura été finalisé, le Gouvernement afghan trouvera les bonnes réponses – et la communauté internationale la bonne façon de les appuyer.

Tandis que nous continuerons à réitérer notre appui à la conférence de Bonn et au-delà, l'Allemagne continuera de se tenir aux côtés de nos amis afghans.

M. Messone (Gabon) : Ma délégation salue aussi la présence du Ministre Zalmai Rassoul, et le remercie de son importante déclaration.

Nous remercions aussi le Représentant spécial M. Staffan de Mistura de son exposé sur la situation en Afghanistan sur la base du rapport (S/2011/590) soumis à notre examen.

Nous partageons la condamnation ferme de la communauté internationale, suite au meurtre de l'ancien Président Burhanuddin Rabbani. Le Gabon salue son œuvre au sein du Haut Conseil pour la paix et du Gouvernement. Aussi, je souhaite à nouveau que le peuple afghan épris de paix continue son œuvre.

Ma délégation voudrait ici saluer la détermination des autorités afghanes de restaurer la confiance après cette grande perte. Le processus politique de transition doit suivre son cours afin que tous les programmes soient mis en œuvre avant l'échéance de 2014.

Le rapport du Secrétaire général sous examen souligne d'importants développements qui ont retenu notre attention dans le domaine du dialogue, de la réconciliation, du processus politique, de la sécurité, de la situation humanitaire et des droits de l'homme, de la gouvernance et de l'état de droit, et de la coopération régionale.

Lors du dernier débat de ce Conseil (voir S/PV.6574), nous soulignions, bien sûr, l'importance du dialogue et de la réconciliation dans ce processus. Le dialogue doit continuer de reposer sur des mesures de confiance, il se doit d'être inclusif et participatif, surtout en ce moment crucial où la nécessité de revoir les termes de négociations avec tous les acteurs s'impose. À cet effet, ma délégation félicite la pleine volonté du Gouvernement afghan, exprimée lors dernier débat général à l'Assemblée générale, d'inclure définitivement les Taliban dans le processus de transition afin qu'ils puissent jouer un rôle constructif dans ce processus. Nous les exhortons donc à répondre à cette main tendue. Nous saluons les efforts des autorités dans le domaine politique depuis l'inauguration de l'Assemblée en janvier 2011. Nous encourageons bien sûr les actions du Secrétaire général et de son Représentant spécial en appui à ces efforts.

La situation humanitaire continue d'être préoccupante compte tenu des facteurs d'insécurité et autres qui l'aggravent, tels que la sécheresse, et qui contrarient les améliorations spécifiques dans ce domaine. Nous voulons appeler les Nations Unies et toute la communauté internationale à continuer à apporter une attention particulière à cette situation.

Pour conforter les acquis du dialogue et de la réconciliation, il est important de continuer à œuvrer sur les objectifs de gouvernance et de renforcement de l'état de droit dans le cadre du Processus de Kaboul, et nous nous félicitons des informations que le Ministre Rassoul Zalmai vient de nous apporter dans ce sens. Nous saluons aussi les efforts en matière de coopération régionale et les initiatives allant dans ce sens, notamment la Commission mixte entre l'Afghanistan et le Pakistan et, bien sûr, les deux conférences qui vont se tenir à la fin de cette année à Istanbul et à Bonn.

Cela dit, la menace terroriste demeure, et la protection de tous, civils, autorités politiques et personnel des forces internationales, de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) ou des Nations Unies est hautement prioritaire. La situation sur le terrain exige encore une présence militaire et de police, aussi bien de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) que des forces de sécurité afghanes. Le mandat de la FIAS arrive à son terme, et il importe de le renouveler. Les missions qui lui seront assignées pour la prochaine période tiendront, bien sûr, compte des nouvelles stratégies de sécurisation du territoire des forces de sécurité afghanes, que nous encourageons à être élaborées afin de mener ensemble, avec la FIAS, des opérations contre-terroristes efficaces, depuis l'action militaire en amont au pénal, où les auteurs de ces attentats seront traduits en justice.

Je voudrais simplement conclure en disant encore une fois notre soutien et notre appréciation du rôle que la MANUA et l'OTAN jouent pour le soutien aux actions du Gouvernement face à tous ces défis. Nous

nous associons, bien sûr, au message de satisfaction et d'encouragement qui a été adressé au Secrétaire général, à son Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, et à tout le personnel de la MANUA et de l'équipe des Nations Unies pour l'action qu'ils mènent sur le terrain. Enfin, je salue les Gouvernements de la Turquie et de l'Allemagne d'accueillir les conférences de fin d'année à Istanbul et à Bonn.

M[me] Rice (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Rassoul, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, de se trouver parmi nous aujourd'hui et de nous faire l'honneur de sa présence. Je remercie également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, de son exposé et de la qualité extraordinaire de son travail. J'espère qu'il fera part aux membres de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) de la profonde gratitude des États-Unis à leur égard pour les efforts quotidiens qu'ils déploient dans tout l'Afghanistan, dans des conditions extrêmement difficiles, afin d'aider le peuple afghan. Nous remercions également le Représentant spécial adjoint, M. Martin Kobler, de ses importantes contributions, lui qui est en route pour l'Iraq afin d'y occuper la fonction de Représentant spécial.

J'axerai ce matin ma déclaration sur la sécurité, les événements à venir qui prépareront la transition de 2014, et la nouvelle initiative Route de la soie. Comme nous le savons, le complexe de l'Ambassade des États-Unis à Kaboul a été attaqué dans le courant du mois. Les forces nationales de sécurité afghanes sont responsables de la sécurité à Kaboul, et elles ont réagi avec une grande compétence. Elles ont mis fin à l'assaut contre l'Ambassade; les dégâts causés aux biens appartenant à l'Ambassade ainsi qu'au complexe de l'Ambassade étaient mineurs, et aucun membre du personnel n'a été tué. Cependant, l'attaque des insurgés a tué cinq membres de la Police nationale afghane et 11 autres Afghans, y compris des enfants.

Si la situation en matière de sécurité en Afghanistan demeure problématique, notamment du fait des attaques incessantes perpétrées par les insurgés contre d'autres Afghans, notre objectif reste d'évoluer progressivement vers un rôle d'appui tandis que se poursuit le renforcement des capacités des forces nationales de sécurité afghanes. Le déploiement de soldats supplémentaires des États-Unis, ainsi que des soldats supplémentaires fournis par nos alliés et partenaires, a permis de continuer à stabiliser le pays et de reprendre l'ascendant sur les insurgés.

Ensemble, nous avons accompli des progrès considérables. L'assassinat tragique de l'ancien Président afghan et Président du Haut Conseil de paix afghan, M. Rabbani, n'a fait que renforcer notre détermination collective. Nous continuerons d'appuyer le Gouvernement et le peuple afghans afin de mettre un terme à l'insurrection, de traduire en justice ceux qui financent, dirigent et commettent des actes de violence et d'œuvrer à un avenir pacifique pour tous les Afghans. Le Président Obama a clairement déclaré que la relation étroite qui unit les États-Unis et l'Afghanistan se poursuivra bien après 2014. Nous continuons de progresser dans la rédaction de notre document de partenariat stratégique, qui décrit notre coopération à long terme durant la période de transition et au-delà. Comme l'ont réaffirmé le Président Obama et le Président Karzaï lors de leur rencontre la semaine dernière, nous établirons entre nos pays un partenariat stratégique qui prévoit un cadre de coopération bilatérale à long terme dans les domaines de la sécurité, du développement économique et social et du renforcement des institutions.

Alors que l'Afghanistan se prépare à la transition prévue en 2014, nous savons que le Gouvernement ne peut pas à lui seul développer l'économie afghane. Nous devons donc redoubler d'efforts pour attirer les investisseurs du secteur privé. La semaine dernière, le Ministre afghan des affaires étrangères, M. Rassoul, le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Guido Westerwelle, et la Secrétaire d'État Clinton ont rencontré 27 voisins et partenaires de l'Afghanistan pour développer leur vision commune d'une nouvelle Route de la soie. La nouvelle Route de la soie est une initiative dirigée par les Afghans, un point de ralliement visant à confirmer la volonté afghane, régionale et internationale d'appuyer la transition de l'Afghanistan et de développer une économie afghane viable dont bénéficiera toute la région. La création d'une nouvelle Route de la soie aidera l'Afghanistan et ses voisins à optimiser la valeur de leurs ressources naturelles, à renforcer leurs capacités humaines, à créer des emplois, à générer des recettes pour payer les services nécessaires et à rentabiliser le potentiel économique de la région. La nouvelle Route de la soie permettra également d'encourager les femmes entrepreneurs, car nous savons qu'un développement durable et réussi exige que les femmes deviennent des partenaires égales. La communauté internationale a un rôle important à jouer dans l'appui aux initiatives afghanes et régionales qui permettront de concrétiser cette vision. L'initiative

nouvelle Route de la soie favorisera la recherche de solutions diplomatiques en vue de mettre fin à la guerre en Afghanistan.

L'année 2011 demeure une année charnière. La Conférence internationale sur l'Afghanistan qui doit avoir lieu à Bonn à la fin de l'année offrira au Gouvernement afghan, à ses voisins et à la communauté internationale une occasion en or de renforcer la coopération économique dans la région. Elle sera complétée par des initiatives régionales en vue de renforcer la confiance mutuelle et les relations de bon voisinage à l'occasion de la conférence sur la sécurité et la coopération qui se tiendra à Istanbul en novembre. Nous nous félicitons par ailleurs du lancement d'un examen approfondi des activités prescrites par le mandat de la MANUA et de l'appui que les organismes des Nations Unies apportent à l'Afghanistan.

Nous renouvelons notre gratitude à l'ONU pour son engagement crucial et continu. La MANUA travaille en partenariat avec le Gouvernement afghan pour le bien de tous les Afghans et leur quête de paix, de sécurité et de stabilité. Nous allons continuer d'épauler le Gouvernement et le peuple afghans, les partenaires régionaux et la communauté internationale dans le cadre de nos efforts pour rétablir la stabilité et la prospérité en Afghanistan et dans le reste de la région.

M. Pankin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. De Mistura de son analyse de la situation en Afghanistan et nous nous félicitons de la déclaration du Ministre afghan des affaires étrangères, M. Zalmai Rassoul. Je voudrais à travers lui adresser au Gouvernement et au peule afghans mes sincères condoléances suite à l'assassinat, le 20 septembre, de Burhanuddin Rabbani, Président du Haut conseil pour la paix et ancien Président du pays. Sa mort confirme la nécessité d'intensifier davantage les efforts internationaux pour lutter contre le terrorisme, qui reste le principal obstacle au rétablissement de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

Je voudrais évoquer brièvement la situation en matière de sécurité dans le pays. Comme nous le constatons, la situation dans de nombreuses provinces continue de se détériorer. Les extrémistes intensifient leurs activités. Le nombre des assassinats et des enlèvements de fonctionnaires afghans et de simples citoyens continue de croître, comme le montrent éloquemment les chiffres fournis dans le rapport du Secrétaire général (S/2011/590). L'élimination d'Osama Ben Laden n'a pas produit le changement radical attendu, comme en témoignent tout particulièrement la dernière vague d'attentats et d'assassinats qui a visé de hauts responsables afghans, les tensions actuelles au Pakistan et l'augmentation du nombre des pertes dans les rangs de la coalition et de l'armée afghane.

La situation est alarmante dans les régions où les responsabilités en matière de sécurité ont été transférées aux Afghans, et ce, bien que, d'après ce que nous comprenons, les contingents de la Force internationale pour l'assistance à la sécurité (FIAS) restent présents pour les épauler et les préparer au combat.

Nous sommes particulièrement préoccupés de constater que les activités terroristes en Afghanistan se sont étendues aux États d'Asie centrale du fait de l'inefficacité de la stratégie antiterroriste de l'OTAN en Afghanistan, qui au lieu d'éliminer les insurgés les repousse essentiellement des régions du sud vers celles du nord et vers les États voisins.

À l'image du Secrétaire général, nous sommes inquiets de voir que de paisibles citoyens meurent du fait d'un recours aveugle et disproportionné à la force par les belligérants. L'obligation de se conformer strictement aux normes du droit international humanitaire s'applique à toutes les parties, y compris la FIAS.

De toute évidence, les problèmes afghans ne peuvent être réglés par les seuls moyens militaires. À cet égard, nous appuyons les efforts du Gouvernement afghan pour engager un dialogue avec l'opposition armée. Le processus doit être piloté par les Afghans, et les insurgés devront remplir trois conditions bien connues, à savoir reconnaître la Constitution, rompre tout lien avec Al-Qaida et les autres organisations terroristes ou extrémistes et déposer les armes. Le respect de ces critères est une condition *sine qua non* pour être rayé de la liste des sanctions contre les Taliban, toutefois personne ne peut nier que les sanctions du Conseil, qui sont un instrument clef de la lutte contre le terrorisme, doivent être maintenues et dûment appliquées.

Le terrorisme entretient un lien étroit avec la criminalité liée à la drogue. La drogue est en train de détruire l'Afghanistan et fait peser une grave menace sur les pays de la région et sur la paix et la stabilité

internationales. Nous avons dit à maintes reprises qu'il faut s'attaquer de manière globale à toutes les dimensions de cette menace, de la destruction des champs de pavot à la diminution de la consommation, en passant par la nécessité de barrer l'accès aux précurseurs aux barons de la drogue et par l'inscription de ces derniers sur les listes de sanctions.

Dans ce contexte, nous attachons une importance particulière à la troisième Conférence ministérielle sur les routes de la drogue prévue à Vienne le 8 décembre. Nous espérons que les pays représentés ici participeront par l'entremise de leurs ministres des affaires étrangères.

Nous nous félicitons que le transfert de la responsabilité en matière de sécurité aux Afghans ait débuté. Il est trop tôt pour tirer des conclusions, mais le fait même que les pouvoirs dans ce domaine commencent à être transférés est important. Nous devons nous atteler à rendre ce processus irréversible.

La réduction annoncée du nombre des contingents des États-Unis et le transfert progressif aux Forces de sécurité afghanes de toute la responsabilité en matière de sécurité doivent aller de pair avec un renforcement approprié des capacités de cette structure nationale. Nous estimons que la loyauté de ceux qui veulent rejoindre les rangs de l'Armée et de la Police doit être minutieusement vérifiée, que la qualité de la formation des forces de sécurité doit être améliorée et qu'il faut les doter d'armes modernes.

La présence militaire internationale doit être temporaire. Il faut établir un calendrier précis concernant le retrait, et le Conseil de sécurité, qui a autorisé le déploiement de la FIAS, doit recevoir des rapports sur la manière dont elle exécute son mandat. Le départ des contingents de l'OTAN et de leurs alliés ne doit pas s'accompagner du maintien d'une quelconque présence militaire étrangère, sous quelque autorité que ce soit, car cela ajouterait aux tensions sur le plan politique et militaire en Afghanistan et dans la région en général.

Après le retrait des troupes étrangères, il appartiendra à l'Afghanistan, en tant que membre fondateur du Mouvement des pays non alignés, d'envisager un retour au statut de pays neutre qui a été le sien pendant longtemps. Cette idée est déjà appuyée par nombre d'acteurs clefs de la scène afghane, ainsi que par la Déclaration d'Astana publiée le 15 juin dernier à l'occasion du dixième anniversaire de l'Organisation de Shanghai pour la coopération. À l'évidence, c'est au peuple afghan lui-même de décider. Il ne s'agit pas d'une question qu'il faut régler dans un avenir proche, mais une fois seulement que les efforts de stabilisation en Afghanistan auront été menés à bien. Toutefois le fait que Kaboul commence dès maintenant à inscrire le retour à la neutralité au rang des objectifs à long terme pourrait faciliter le dialogue avec l'opposition armée concernant la réconciliation.

Beaucoup l'ont dit, et nous acquiesçons, il faut relancer rapidement l'économie afghane. Cela ne pourra se faire sans les États voisins, comme en témoigne clairement la série d'initiatives régionales récentes mentionnées à cette table et qui seront discutées durant les prochaines conférences d'Istanbul et de Bonn.

Une architecture de coopération multilatérale existe déjà en Asie centrale et en Asie du sud, notamment l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, et le Groupe des quatre composé de la Fédération de Russie, de l'Afghanistan, du Pakistan et du Tadjikistan. Il serait logique que les partenaires axent leurs efforts sur le développement et le renforcement de ces structures de coopération régionale déjà éprouvées. Selon nous, les acteurs extérieurs à la région devraient, dans les activités qu'ils entreprennent dans cette zone, respecter les décisions que les pays de la région ont prises dans le cadre de ces organisations.

Dans le contexte du développement économique régional, nous accordons la priorité au projet CASA-1000, qui a mis en place un nouveau réseau d'approvisionnement en électricité en provenance du Tadjikistan et du Kirghizistan vers l'Afghanistan et le Pakistan, ainsi qu'à la construction du gazoduc TAPI qui passe par le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde. Nous réaffirmons que nous sommes prêts à ce que des entreprises russes participent à la réalisation de ces projets. Au dernier Sommet des quatre à Douchanbé au début du mois de septembre, le Président Medvedev a déclaré que la Fédération de Russie était prête à investir 500 millions de dollars dans le projet CASA-1000.

En résumé, tout cet éventail de problèmes illustre l'ampleur des défis que doit relever la communauté internationale, et plus précisément la Mission des Nations Unies, s'agissant d'aider l'Afghanistan et d'y normaliser la situation. Nous espérons que l'ONU et le Gouvernement afghan continueront de coopérer

étroitement et que les efforts assidus de la communauté internationale et du Gouvernement afghan seront couronnés de succès.

Sir Mark Lyall Grant (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais saluer la présence du Ministre des affaires étrangères Rassoul au Conseil de sécurité ce matin et le remercier de son importante déclaration. Je tiens aussi à remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2011/590) ainsi que le Représentant spécial de Mistura de son exposé. Je rends hommage à son leadership et au travail qu'effectue son équipe en Afghanistan. Je tiens à commencer par adresser mes sincères condoléances à la famille de l'ancien président Rabbani. Le Royaume-Uni condamne les responsables de cet épouvantable et lâche assassinat. Ils ont profité de l'hospitalité et de la bonne foi de M. Rabbani. C'était un négociateur et un artisan de paix, et ses efforts auraient dû être respectés. Les auteurs de ce crime font savoir qu'ils ne veulent pas jouer un rôle dans l'avenir de l'Afghanistan. À la lumière de ce tragique événement, nous allons devoir envisager d'autres inscriptions sur la liste du régime de sanctions créé en application de la résolution 1988 (2011), et nous continuerons d'examiner de très près toute demande de radiation.

Le Président Karzaï et les autres dirigeants politiques afghans se sont engagés à poursuivre le processus de paix. Cela témoigne de leur engagement envers le peuple afghan. Ils ont très clairement indiqué que cette attaque ne ferait pas vaciller leurs efforts. Ils sont au contraire prêts à dialoguer avec les éléments de l'insurrection qui sont véritablement disposés à œuvrer en faveur d'un Afghanistan stable, sécurisé et prospère. Je me félicite de leur position et souligne la volonté du Royaume-Uni de les appuyer dans leur action.

Malgré cet événement tragique, des progrès ont été accomplis en Afghanistan. Le début du processus de transition, en juillet, a vu sept régions entamer le processus de transfert aux Afghans de la responsabilité première en matière de sécurité. Les dernières informations transmises par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) confirment les avancées positives enregistrées dans ces zones, sachant que les moyens et les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes continuent de se renforcer. Le Représentant spécial l'a rappelé ce matin.

Les récentes attaques perpétrées contre le British Council, l'ambassade des États-Unis et le siège de la FIAS étaient troublantes, mais elles ont montré la capacité croissante des Forces de sécurité afghanes à riposter face à de tels événements. Nous allons entamer la transition pour la prochaine série de provinces vers la fin de cette année, et il est encourageant de voir que la FIAS est empressée à commencer le processus de transition dans les zones les plus difficiles de l'Afghanistan.

La protection de la population civile afghane reste au cœur de notre stratégie militaire. La FIAS continue de s'employer à réduire le nombre de victimes civiles et fonctionne selon des procédures strictes afin, tout à la fois, de minimiser les risques éventuels de pertes chez les civils et d'enquêter soigneusement sur tous les incidents qui se produisent. Cela contraste de manière frappante avec l'insurrection, qui cible délibérément des civils et utilise des tactiques violentes pour intimider la population. Environ 80 % des pertes civiles sont dues aux insurgés, et nous continuons de condamner fermement toutes ces attaques.

La transition aura inévitablement un impact sur l'économie afghane, car les sources de revenu diminuent et les coûts des Forces nationales de sécurité afghanes vont être pris en charge par l'État. Bien que les recettes augmentent, elles n'équilibreront pas les dépenses avant plusieurs années. Il est donc essentiel que la communauté internationale soit en mesure de se mettre d'accord sur la manière de continuer à financer la sécurité en Afghanistan et les besoins du développement au-delà de 2014. Des progrès notables ont été réalisés sur un nouveau programme du Fonds monétaire international pour l'Afghanistan, et des réformes vitales sont désormais mises en œuvre afin d'améliorer le secteur bancaire. Il est possible qu'un accord final voie le jour avant la Conférence de Bonn, en décembre, ce qui constituera un jalon important pour la santé à long terme de l'économie afghane.

Tout comme le Ministre Rassoul et le Représentant spécial du Secrétaire général l'ont souligné, deux grands événements internationaux vont consolider les progrès déjà accomplis et définir le contexte pour l'année prochaine. La Conférence d'Istanbul, le 2 novembre, sera une occasion capitale de renforcer et d'étendre la coopération régionale. Nous espérons que la région usera de l'occasion pour convenir d'une approche cohérente, selon les termes des communiqués des conférences de Londres et de Kaboul sur les relations de bon voisinage. Nous attendons avec impatience cette Conférence, et remercions les hôtes turcs ainsi que le Gouvernement

afghan du travail inlassable qu'ils consacrent à ses préparatifs.

Après Istanbul, la Conférence de Bonn, en décembre, annoncera clairement l'affirmation accrue de l'autonomie et du leadership du Gouvernement afghan, dans son chemin vers l'autosuffisance, et témoignera de l'engagement à long terme de la communauté internationale en Afghanistan bien après le processus de transition.

Concernant l'engagement à long terme, nous pensons que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) aura un rôle vital à jouer, aussi bien pendant qu'après la transition, et nous attendons donc avec intérêt le prochain examen des activités dont la MANUA a reçu mandat et de l'appui fourni par l'ONU en Afghanistan. Nous demandons instamment que l'examen mette l'accent sur le contexte d'après-2014, et sur la façon dont la MANUA et l'ONU peuvent aider le Gouvernement afghan à mettre en place un État afghan fort, viable et autonome.

La mort de M. Rabbani ne nous détournera pas de nos objectifs. Les objectifs politiques ne sauraient être atteints par la violence et l'extrémisme. La voie de la réconciliation et du renforcement de l'intégration politique pour tous les groupes afghans se poursuivra. La Conférence de Bonn permettra de poursuivre ces efforts. Je voudrais user de cette occasion pour communiquer clairement aux Taliban le message qu'il n'existe pas de solution militaire. Notre attachement à la sécurité et à la stabilité de l'Afghanistan perdure, et nous continuerons d'appuyer les Forces de sécurité nationale afghanes ainsi qu'un État afghan fort bien après 2015. Si les Taliban estiment que la paix peut être réalisée par le dialogue, alors il est temps de le signaler, car l'occasion ne se présentera pas éternellement.

Mme Ogwu (Nigéria) (*parle en anglais*) : Ma délégation souhaite la bienvenue au Ministre des affaires étrangères, M. Rassoul, à la présente séance, et le remercie particulièrement de sa déclaration très importante. Je tiens également à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, de son exposé très complet.

Notre intervention de ce matin portera sur trois domaines principaux : la sécurité, l'évolution politique postélectorale, et la coopération économique et régionale.

Le Nigéria note avec une profonde préoccupation la détérioration de la situation sécuritaire en Afghanistan, qui continue dans une large mesure à détourner l'engagement du Gouvernement et ses initiatives visant à mettre pleinement en place la transition et le processus de Kaboul. Le nombre élevé de victimes civiles a atteint des proportions alarmantes, et ce grave problème doit se régler par des mesures fermes, en collaboration avec la communauté internationale.

Nous condamnons dans les termes les plus forts l'attentat terroriste insensé et inutile commis la semaine dernière à Kaboul, qui a fait des morts et des blessés. De même, l'assassinat délibéré de M. Rabbani, ancien Président afghan et Président du Haut Conseil pour la paix, qui avait consacré sa vie à promouvoir assidûment un processus de paix et de réconciliation durable en Afghanistan, a porté en effet un coup dur au processus de paix. Cette grande perte et ce tragique épisode ne doivent pas saper notre espoir d'un nouvel Afghanistan.

Le Nigéria réaffirme son engagement à aider le Gouvernement afghan dans ses efforts pour faire progresser le processus de paix et de réconciliation, et appuie à ce titre les efforts déployés par la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme. Nous devons faire en sorte que les responsables de ces actes terroristes ne puissent jamais affaiblir la cause de la paix, de l'unité et de la liberté dans un nouvel Afghanistan.

À cet égard, nous nous félicitons de l'officialisation de l'accord visant à augmenter les effectifs des Forces de sécurité nationale afghanes, ce qui leur permettra de répondre efficacement à la menace croissante à la sécurité dans le pays. En outre, il convient de saluer le transfert officiel aux Forces de sécurité nationales afghanes de la responsabilité d'assurer la sécurité dans certaines zones critiques. La prise en main croissante par les Forces de la sécurité en Afghanistan renforcera l'indépendance et le développement du pays vers une stabilité à long terme. Nous espérons que cette approche permettra de renforcer la capacité des forces afghanes à maintenir la sécurité. Il ne faut pas oublier de dire que le transfert du contrôle total de la sécurité afghane, au début de l'année, dans la première série de districts et de provinces rencontre toujours des obstacles considérables, en particulier dans le domaine de la protection des frontières.

Il est réconfortant de noter que l'Afghanistan continue d'enregistrer des progrès positifs dans ses efforts de réconciliation et d'intégration, malgré la tournure brutale prise par les événements dans le pays. Le Nigéria réaffirme son appui à l'intention de remettre ce processus entre les mains des Afghans, en vue de forger l'unité nationale envisagée dans le cadre du processus de paix. Ce processus doit encore être renforcé par la façon dont les institutions démocratiques vont parvenir à régler l'impasse législative créée par l'annonce de certains changements dans la composition de l'Assemblée nationale. Même si nous sommes favorables à ce que les Afghans trouvent eux-mêmes une solution politique négociée à leurs problèmes, l'élément essentiel doit rester l'application de l'état de droit conformément à la Constitution. Les institutions démocratiques et celles créées en vertu de la Constitution, y compris les organes électoraux, doivent se conformer à cette règle fondamentale. À cet égard, il ne faut pas faire obstacle au rôle crucial des femmes dans le processus de paix.

La MANUA continue de jouer un rôle actif dans la promotion d'un dialogue constructif entre toutes les parties prenantes et pour appuyer les efforts du Gouvernement en vue d'une paix durable. Nous encourageons toutes les parties à renouveler leur engagement à consolider le processus démocratique pour l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables.

En ce qui concerne le développement économique, nous prenons note de l'observation du Secrétaire général que la viabilité des progrès réalisés en Afghanistan dépendra des succès enregistrés en matière de renforcement des institutions, en particulier au niveau infranational, de création d'emplois et de possibilités économiques et d'accès à la justice élémentaire et d'administration de la justice. En outre, le Gouvernement afghan aura besoin de l'appui et de l'investissement privé internationaux sur le long terme pour stimuler la production de revenus et toutes ses ramifications. Par conséquent, nous continuons d'appuyer l'acheminement de fonds et d'autres formes d'aide par l'intermédiaire du système budgétaire afghan pour plus de cohérence et d'efficacité.

Nous nous félicitons de la coopération croissante entre l'Afghanistan et les pays voisins. Leurs efforts conjoints visant à lutter contre la criminalité organisée, notamment le trafic de drogue, la traite des êtres humains et la contrebande d'armes, non seulement faciliteront la mise en œuvre du programme national prioritaire du Gouvernement, mais renforceront également la sécurité régionale. Nous sommes d'avis que la Conférence d'Istanbul du 2 novembre, dont il a été fait mention dans plusieurs déclarations, sera une autre occasion importante de mettre l'accent sur la priorité de certains domaines en matière de coopération régionale.

Nous exprimons notre gratitude et notre appui au Représentant spécial du Secrétaire général, M. De Mistura, pour son leadership exceptionnel, au personnel de la MANUA et à tout le personnel des Nations Unies pour leur engagement renouvelé en faveur de la viabilité d'un Afghanistan démocratique.

Mme Čolaković (Bosnie-Herzégovine) (*parle en anglais*) : Nous saluons la présence du Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, S. E. M. Zalmai Rassoul, à la présente séance. Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt sa déclaration.

Je remercie le Secrétaire général de son rapport très utile (S/2011/590) et le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, de son exposé très riche d'informations.

Nous sommes profondément préoccupés par la situation sécuritaire en Afghanistan, surtout concernant les pertes civiles de plus en plus nombreuses causées par l'intensification générale des combats. Nous condamnons de nouveau de la façon la plus énergique les attaques contre les écoles et les mosquées, et nous réaffirmons que ces attaques ignobles, qui ont coûté la vie à des enfants et des civils innocents, sont tout simplement inacceptables.

Par ailleurs, nous condamnons les assassinats qui prennent pour cible de hauts fonctionnaires du Gouvernement et des personnalités politiques et religieuses en vue. Enfin, nous condamnons fermement le récent assassinat tragique du Président du Haut Conseil pour la paix, M. Rabbani, et d'un certain nombre de ses collègues. Nous présentons nos condoléances au Gouvernement afghan et à tout le peuple afghan.

En dépit de toutes ces difficultés, nous espérons sincèrement que l'Afghanistan est maintenant sur la bonne voie, dans le sens d'une reconstruction viable de la gouvernance et de l'économie menée par les Afghans eux-mêmes, qui doit aller de pair avec le transfert des responsabilités en matière de sécurité dans le pays.

Nous nous félicitons du début officiel, le 17 juillet, du transfert des responsabilités aux autorités afghanes en matière de sécurité. L'augmentation des effectifs de la Police nationale afghane et de l'Armée nationale afghane va certainement faciliter considérablement ce processus vital qui, en fin de compte, devrait renforcer la sécurité et la stabilité et, ce faisant, améliorer les possibilités de développement du pays.

À cet égard, nous avons pris bonne note de la récente conférence d'examen organisée par le Gouvernement afghan et nous saluons sa conclusion selon laquelle il est nécessaire d'assurer la mise en place des stratégies de gouvernance et de développement dans les zones de transition. Par conséquent, il importe que les négociations entre le Gouvernement afghan et le Fond monétaire international aboutissent sans tarder à un accord, qui protégera les intérêts du peuple afghan et facilitera la reconstruction fort nécessaire du pays. Par ailleurs, dans le contexte de la reconstruction post-conflit, nous appuyons fermement les programmes de déminage et nous nous félicitons des récents résultats obtenus dans ce domaine.

Nous avons toujours appuyé résolument le processus de réconciliation en Afghanistan et, dans ce contexte, le rôle du Haut Conseil pour la paix. Nous sommes convaincus qu'il n'y pas d'autre voie que le processus de réconciliation nationale, et nous félicitons la MANUA de l'appui continu qu'elle apporte au Haut Conseil pour la paix par l'intermédiaire de son Groupe de soutien «Salaam».

Nous nous félicitons de l'augmentation du nombre de participants au Programme de paix et de réintégration de l'Afghanistan et nous espérons que cette tendance se maintiendra à l'avenir, et avec encore davantage de succès.

Le dialogue et la réconciliation doivent être la priorité de toutes les parties en Afghanistan dans l'intérêt des enfants afghans et de leurs espoirs en un avenir meilleur; plusieurs générations d'enfants ont déjà payé un lourd tribut à la guerre. Nous sommes également très préoccupés par les conclusions du travail de recherche mené par la MANUA sur le recrutement d'enfants par les éléments antigouvernementaux pour les faire participer à des attaques militaires et des attentats-suicides. Nous appelons toutes les parties à respecter les droits des enfants et attendons des autorités qu'elles mettent en œuvre le plan d'action contre les coupables, toutes affaires cessantes.

Nous encourageons également la MANUA à continuer d'observer les centres de détention à travers l'Afghanistan et à surveiller la situation et mener des enquêtes sur les cas de détention arbitraire, de mauvais traitements et de non-respect du droit à un procès équitable.

Nous réaffirmons notre ferme appui à la coopération entre l'Afghanistan et ses voisins, et nous encourageons tous les pays à continuer de renforcer cette coopération dans un esprit de relations amicales.

La Commission mixte afghano-pakistanaise pour la réconciliation et la paix est certainement un bon exemple des moyens de faire avancer le processus de réconciliation en Afghanistan, au vu de l'amélioration de la situation entre les pays en ce qui concerne les questions économiques, politiques et commerciales.

Nous nous réjouissons à la perspective des conférences sur l'Afghanistan qui doivent se tenir respectivement à Istanbul et à Bonn en novembre et décembre. Nous remercions les Gouvernements turc et allemand de leurs efforts et de leur ferme appui à la paix et à la prospérité de l'Afghanistan.

En ce qui concerne les problèmes de sécurité de la MANUA, nous nous félicitons de la poursuite du processus de renforcement de la sécurité dans ses bureaux extérieurs.

Pour terminer, nous voudrions remercier tout le personnel de la MANUA et les autres membres du personnel de l'ONU de leurs efforts dévoués et de la manière dont ils s'acquittent de leur mandat dans des conditions très difficiles.

M. Osorio (Colombie) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais saluer la présence du Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, S. E. M. Zalmai Rassoul, et le remercier de sa déclaration. Je voudrais également remercier le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M. Staffan de Mistura, de son analyse et de sa description lucides de la situation en Afghanistan et des perspectives du processus de transition. Plus qu'un simple rapport bureaucratique, l'exposé de M. De Mistura est le témoignage d'une personne qui vit et qui œuvre à la paix aux côtés du peuple et du Gouvernement afghans. La contribution importante de la MANUA aux processus de stabilisation et de

démocratisation et les efforts qu'elle déploie pour travailler en coordination avec le Gouvernement à jeter les bases d'une paix et d'un développement durables en Afghanistan méritent toute notre reconnaissance.

La Colombie déplore sincèrement les incidents survenus récemment et les pertes en vies humaines, en particulier l'assassinat du Président du Haut Conseil pour la paix, Burhanuddin Rabbani, un acte que la communauté internationale a unanimement condamné. Nous exprimons nos sincères condoléances. Comme l'a dit le Secrétaire général, il est possible que ces attaques fassent partie d'une campagne d'intimidation visant à affaiblir et à entraver les efforts de reconstruction ainsi que le processus de réconciliation, qui passe par le dialogue. Je me félicite donc que le Ministre afghan des affaires étrangères ait affirmé ce matin au Conseil qu'en dépit de cet attentat et des autres incidents violents, le processus de réconciliation allait se poursuivre.

Il est primordial de resserrer les contacts avec les autorités locales et les responsables communautaires afin de faciliter un processus de dialogue ouvert qui permettra la réconciliation de toutes les composantes de la population. Il est également indispensable de ne pas relâcher les efforts pour créer les conditions nécessaires au transfert de la responsabilité de la sécurité aux Afghans selon le calendrier convenu et confier les rênes aux forces afghanes de sécurité d'ici à 2014. À cet égard, les activités de la Force internationale d'assistance à la sécurité et de la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan sont des contributions importantes pour renforcer les capacités et accroître le professionnalisme des forces nationales de sécurité afghanes.

Nous insistons sur la pertinence des initiatives régionales conjointes mises en œuvre pour lutter contre les divers aspects du problème mondial de la drogue qui touche l'Afghanistan et sa région. Le Secrétaire général indique dans son rapport que malgré l'intensification de la destruction des champs de pavots, avec près de 65 % de champs détruits en plus par rapport à 2010, le pays reste la principale source de matière première pour le trafic d'opium et d'héroïne. Nous convenons avec le Secrétaire général que, compte tenu de la dimension mondiale du problème de la drogue, il faut s'attaquer à toutes ses dimensions sur la base du principe des responsabilités communes mais différenciées, avec la participation de l'ensemble de la communauté internationale.

L'Afghanistan est confronté à de nombreux problèmes qui peuvent potentiellement menacer la viabilité des progrès accomplis à ce jour. La violence reste l'un des principaux obstacles à de nouvelles avancées. En outre, elle a entraîné une hausse des besoins humanitaires et une augmentation du nombre des victimes civiles et des déplacés. Nous renouvelons donc notre appel à toutes les parties au conflit pour qu'elles respectent leurs obligations en matière de droit international humanitaire et de droits de l'homme et prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir la protection des civils.

Mon pays partage l'avis du Secrétaire général en ce qui concerne la nécessité d'étendre la portée du processus de transition. La sécurité est certes une condition essentielle pour consolider l'état de droit, mais l'exercice des libertés fondamentales, l'établissement des bases du développement économique, la gouvernance et l'état de droit sont des éléments fondamentaux pour garantir une transition durable et irréversible.

L'engagement de la communauté internationale en Afghanistan, à moyen et à long terme, doit donc tenir compte d'aspects tels que le renforcement des institutions, la création d'emplois et de perspectives économiques et l'accès à la justice. Pour être durable, la transition suppose des structures étatiques qui soient en mesure de garantir la gouvernance et la stabilité économique à tous les niveaux. C'est ce à quoi doivent tendre les efforts de coopération internationale en Afghanistan.

Mme Viotti (Brésil) (*parle en anglais*) : C'est avec plaisir que je souhaite la bienvenue à S. E. M. Zalmai Rassoul et je tiens à le remercier pour sa déclaration. Je remercie également le Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, pour son exposé et pour la manière extraordinaire avec laquelle il dirige la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Je tiens à adresser les condoléances du Brésil au Gouvernement et au peuple afghans suite à l'odieux assassinat de l'ancien Président Burhanuddin Rabbani, Président du Haut Conseil pour la paix. Son décès est une véritable perte pour le processus de paix dans son ensemble. Les Afghans ne doivent toutefois pas se décourager. Ils doivent trouver en eux-mêmes et dans l'appui de la communauté internationale la force de redoubler d'efforts pour promouvoir la réconciliation.

En dépit des difficultés, la transition vers une responsabilité afghane totale en matière de sécurité doit continuer d'aller de l'avant. Nous ne devons cependant pas oublier que les calendriers militaire et politique doivent coïncider. Jusqu'à présent, la situation militaire évolue plus rapidement que le processus de réconciliation nationale. Nous attendons de tous les secteurs de la société afghane qu'ils continuent de poursuivre un dialogue constructif.

Les incidents survenus récemment en matière de sécurité prouvent malheureusement que la violence ne recule pas en Afghanistan. Au contraire, le nombre des victimes et des blessés parmi la population civile a augmenté. Le Brésil réaffirme qu'il est nécessaire que toutes les parties concernées se conforment à leurs obligations au titre du droit international humanitaire et renoncent à utiliser des tactiques qui frappent indistinctement la population civile.

Au cours de la séance de haut niveau sur la diplomatie préventive que le Conseil a tenue la semaine dernière (voir S/PV.6621), nous avons été nombreux à réaffirmer le lien qui existe entre pauvreté et violence. Le développement socioéconomique doit être au cœur de notre stratégie de promotion de la paix en Afghanistan. Le processus de paix sera plus facilement accepté par tous les Afghans lorsqu'ils pourront se rendre compte que la stabilité apporte des améliorations concrètes dans leur vie. En ce sens, l'appui international doit pleinement respecter le principe de la prise en main et de la conduite des opérations par l'Afghanistan.

La fin de l'année 2011 approchant, il devient de plus en plus évident que le dialogue est la voie à suivre pour parvenir à une solution au conflit en Afghanistan. Cette voie doit être consolidée par tous les moyens à notre disposition. Nous espérons que la communauté internationale apportera son plein appui à l'Afghanistan lors des conférences d'Istanbul et de Bonn. Nous accueillons avec satisfaction le fait que la Conférence de Bonn mettra l'accent sur les aspects civils de la transition, y compris la médiation, la coordination de l'assistance fournie et l'aide à long terme de la communauté internationale à l'Afghanistan ainsi que le processus de réconciliation. Le Brésil participera activement à cette conférence.

Dans le même temps, la dimension régionale de la Conférence d'Istanbul est particulièrement importante pour l'avenir de l'Afghanistan. Les solutions globales apportées au conflit seront plus légitimes et plus efficaces si elles tiennent compte des préoccupations et du point de vue des pays de la région et bénéficient de leur appui.

Le Brésil réaffirme sa volonté d'œuvrer aux côtés du peuple et du Gouvernement afghans pour parvenir à un avenir de paix et de prospérité.

M. Araud (France) : Je remercie M. De Mistura de son exposé sur la situation en Afghanistan et le Ministre Rassoul de son intervention. Je m'associe à la déclaration que fera le représentant de l'Union européenne.

Nous avons été évidemment choqués et attristés par l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien Président Rabbani, Président du Haut Conseil pour la paix. Le dessein des terroristes est de nous faire dévier de nos objectifs. Ils doivent échouer. La communauté internationale doit se retrouver autour des messages de détermination et d'unité, comme l'a déjà fait le Conseil de sécurité le 21 septembre et comme continuera de le faire la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à Kaboul. Notre objectif reste en effet d'accompagner le Gouvernement afghan sur le chemin du retour à la pleine souveraineté dans le cadre d'un processus de transition cohérent et déterminé.

En ce qui concerne la France, le Président de la République a annoncé notre intention de réduire et de redéployer notre contingent, en concertation avec nos alliés et les autorités afghanes. En revanche, parallèlement et dans la même logique, la composante civile de notre action gagnera progressivement en importance. L'année 2014 ne verra donc pas la fin de l'engagement de la France, mais sa transformation dans le cadre d'un traité d'amitié et de coopération entre la France et l'Afghanistan qui sera signé cet automne.

Ces changements majeurs interviennent dans un contexte sécuritaire difficile, comme le rappelle le rapport du Secrétaire général (S/2011/590). L'insurrection a démontré sa capacité à mener des attaques complexes au cœur même de Kaboul. Le nombre des victimes civiles a augmenté par rapport à l'année dernière, du fait des Taliban qui n'hésitent plus à tuer dans les hôpitaux et les mosquées. Cela étant, les forces nationales de sécurité afghanes montent en puissance et ont démontré leur détermination à se battre. Nous devons continuer d'insister sur la protection des civils dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Il est tout aussi important de pouvoir démontrer que nous nous battons

au nom de valeurs qui excluent toutes les pratiques portant atteinte à la dignité humaine.

La stabilisation de l'Afghanistan passe par son intégration dans une dynamique régionale fondée sur de nouvelles règles. La Conférence sur la « nouvelle Route de la soie » a été l'occasion de réaffirmer l'importance pour l'Afghanistan de redevenir le centre d'échanges qu'il a été dans le passé. Nous pensons également qu'entre l'engagement militaire actuel et la vision d'une paix par l'économie, la place existe pour mener une réflexion sérieuse sur les paramètres régionaux de sécurité. Nous nous félicitons de la tenue prochaine des Conférences d'Istanbul, le 2 novembre, et de Bonn, le 5 décembre, qui permettront d'avancer sur l'ensemble de ces sujets.

Lors de la Conférence de Kaboul l'an dernier, l'objectif d'afghanisation a été associé à des conditions : meilleure gestion des finances publiques, réduction de la corruption, exécution du budget. La communauté internationale ne pourra poursuivre efficacement son engagement que si ces conditions sont réunies et si un accord est passé entre les autorités du pays et le Fonds monétaire international pour le règlement de la crise de la Kabul Bank.

Par ailleurs, l'Afghanistan ne peut se permettre de prolonger la crise institutionnelle qui sévit depuis les dernières élections législatives. Nous avons noté l'annonce par la Commission électorale indépendante de modifications dans la composition de la Chambre basse. Nous appelons toutes les institutions afghanes à travailler dans le respect de leurs compétences mutuelles, du cadre que fixe la Constitution et du principe de la séparation des pouvoirs. Cet épisode ne rend que plus nécessaire la mise en place d'une véritable réforme électorale, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies.

Nous sommes convaincus que les Nations Unies en général et la MANUA en particulier ont un rôle majeur à jouer en Afghanistan dans les années à venir. Leur présence et leur mandat vont évoluer dans le contexte de la transition. Nous attendons avec intérêt les résultats de l'examen approfondi des activités demandé au Secrétaire général par la résolution 1974 (2011).

Je voudrais conclure en saluant l'action du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, qui a su conduire la MANUA avec une grande compétence et avec la vision nécessaire pour recentrer son action et pour l'aider à traverser des heures tragiques. Je rends enfin hommage aux agents de la MANUA qui, à la demande du Conseil de sécurité et du Gouvernement afghan, travaillent dans des conditions difficiles et dangereuses pour la stabilisation, la sécurité et le développement de l'Afghanistan.

M. Mashabane (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Staffan de Mistura, d'avoir présenté le rapport du Secrétaire général sur la situation dans le pays (S/2011/590). L'Afrique du Sud se félicite en outre de la participation à la présente séance de M. Zalmai Rassoul, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan.

Je voudrais, tout d'abord, au nom de ma délégation, présenter au Gouvernement afghan nos plus sincères condoléances à la suite de l'assassinat de Burhanuddin Rabbani, ancien Président de l'Afghanistan et Président du Haut Conseil pour la paix. Nous nous associons aux autres membres du Conseil pour condamner très fermement cet assassinat, un attentat criminel qui porte un coup sévère aux efforts de réconciliation politique.

Nous constatons que le rapport du Secrétaire général dresse un tableau sombre de la situation, la violence s'étant intensifiée au cours de l'année passée. Bien que l'Afghanistan ait commencé sa transition vers la paix et la stabilité, un certain nombre d'obstacles demeurent. Nous ne pensons pas que ces obstacles soient insurmontables. Avec l'assistance dévouée de la communauté internationale, l'Afghanistan peut enfin dessiner sa propre route, en prenant lui-même en main le processus en cours.

Sur le front politique, l'Afrique du Sud salue l'évolution relativement positive observée ces derniers mois, notamment l'annonce selon laquelle les neuf membres de la Chambre basse de l'Assemblée nationale afghane ont prêté serment. De notre point de vue, cela jette les bases de la stabilisation du processus politique en Afghanistan. Nous nous félicitons de noter que le Gouvernement afghan s'est engagé à régler toutes les questions en suspens dans le cadre d'un processus à la fois juridique et politique. L'Afrique du Sud continue de louer les efforts visant à consolider les activités de sensibilisation politique. Le dialogue politique et la réconciliation sont des objectifs critiques pour le peuple et le Gouvernement afghans.

La situation des enfants, des jeunes et des femmes doit continuer de faire l'objet de la plus grande attention pendant cette transition. L'Afrique du Sud

salue l'action de promotion mené par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) au sein de la société civile afin d'accroître la participation des femmes dans les structures décisionnelles. Nous considérons que les femmes ont un rôle critique à jouer dans le développement politique, économique et social du pays.

Comme nous l'avons dit précédemment, notre délégation reste convaincue qu'il existe un lien indéfectible entre le développement et la sécurité en Afghanistan. Nous sommes ravis que le Gouvernement afghan reste déterminé à s'attaquer à la situation socioéconomique à laquelle le pays est confronté. À cet égard, nous encourageons le Gouvernement à intensifier ses efforts pour améliorer sa capacité institutionnelle à proposer des solutions de remplacement viables à la culture du pavot et aux stupéfiants.

La prise en main et la conduite des opérations par les Afghans eux-mêmes demeurent essentielles à la sécurité politique et au progrès socioéconomique en Afghanistan. La communauté internationale doit conserver son rôle d'appui pendant que le pays procède à la transition d'une situation de conflit à la stabilité et la prospérité. L'Afrique du Sud continue donc d'appuyer la présence et le rôle de la MANUA en Afghanistan.

M. Moraes Cabral (Portugal) (*parle en anglais*) : Comme les autres membres du Conseil, je voudrais moi aussi saluer la participation du Ministre Rassoul à la séance d'aujourd'hui et le remercier pour sa très importante déclaration. Je voudrais adresser des remerciements particuliers au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, pour son exposé très complet et comme toujours très lucide. Je tiens également à renouveler toutes mes félicitations à son personnel, à toute son équipe et à lui-même pour leurs efforts permanents et leur persévérance dans une situation très difficile, dangereuse et complexe.

La déclaration faite par le Ministre Rassoul, le rapport du Secrétaire général (S/2011/590) et l'exposé du Représentant spécial du Secrétaire général ont couvert les aspects essentiels de la situation en Afghanistan. Le Portugal s'associe naturellement avec la déclaration qui sera faite tout à l'heure par l'observateur de l'Union européenne.

La saison estivale s'est en effet révélée difficile en Afghanistan. Parmi les éléments les plus perturbants cet été figurent, comme le Représentant spécial l'a souligné, les assassinats politiques qui ont visé d'éminentes personnalités au niveau national, régional et gouvernemental et dont la victime la plus récente est Burhanuddin Rabbani, ancien Président de l'Afghanistan et Président du Haut Conseil pour la paix. Je voudrais réitérer la condamnation sans appel de ce meurtre par mon pays et présenter nos condoléances, par l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères, au Gouvernement et au peuple afghans.

Ces assassinats représentent un effort supplémentaire pour empêcher le peuple afghan et nous-mêmes de nous concentrer sur ce qu'il se passe sur le terrain, à savoir la normalisation progressive du pays et, en fin de compte, la défaite des ennemis d'un Afghanistan démocratique. Cela étant, comme l'a déclaré le Ministre, nous sommes convaincus que le processus de réconciliation se poursuivra et débouchera sur la paix en Afghanistan.

S'agissant de la transition, nous notons que les régions dans lesquelles le processus est engagé font face, comme le mentionne le Secrétaire général, à la ténacité des insurgés. Il n'est guère surprenant que ces régions soient les cibles privilégiées des insurgés, car ces derniers savent bien que les efforts afghans et internationaux menés contre eux seront jugés à l'aune de la progression du processus de transition. Il est également naturel que les institutions nationales compétentes en matière de sécurité et de service public fassent la preuve concrète de leur capacité à fonctionner en toute autonomie. À cet égard, je voudrais ici encore citer le rapport du Secrétaire général pour déclarer qu'il est nécessaire d'assurer

> « une bonne gouvernance et la fourniture de services à la population. La dynamique profitant à la transition dans le secteur de la sécurité ne devrait pas desservir ni réduire à néant les efforts visant à investir dans la gouvernance et le développement » (*S/2011/590, par. 59*).

En outre, nous accueillons favorablement la création de deux comités de sanctions distincts, l'un ciblant Al-Qaida et l'autre les Taliban, ainsi que la radiation de plusieurs individus de la liste des sanctions. Cela nous semble être une mesure utile pour promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale en Afghanistan.

Le Haut Conseil pour la paix et le Groupe de soutien « Salaam », auprès desquels la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan joue un précieux rôle d'appui, constituent un outil

indéniablement précieux de promotion du dialogue et de la sensibilisation en Afghanistan comme à l'étranger. Les récentes attaques qui ont touché son Président n'ont fait qu'accentuer leur pertinence. Nous sommes convaincus que le Représentant spécial maintiendra son attachement à la direction du Haut Conseil pour la paix, malgré les récents événements.

Au niveau régional, les initiatives de l'Afghanistan et de ses voisins sont dignes d'intérêt. Une nouvelle fois intégrée dans la région et plus proche de ses voisins que jamais, l'Afghanistan retrouve sa place dans le monde et élargit les horizons d'une multitude d'Afghans. Les possibilités de commerce, de communication, d'investissement et de coopération économique régionale renforceront, je suis sûre, l'indépendance du pays et ses institutions et amélioreront le sort de l'Afghan moyen.

Le nombre de pertes civiles a augmenté, en raison des attentats-suicides cruellement orchestrés et commis contre des cibles civiles telles que les hôpitaux et les mosquées. Ce sont là, aux dires de tous, des crimes dont les victimes exigent que justice soit faite et dont les auteurs rappellent, en toute occasion, qu'ils n'ont aucun droit à représenter les Afghans ou l'Afghanistan.

Par ailleurs, l'"utilisation par les forces antigouvernementales d'enfants en tant que soldats ou pour transporter des armes et des explosifs est particulièrement odieuse. Cette pratique, plus que toute autre peut-être, doit cesser, et nous nous félicitons des efforts déployés par le Gouvernement afghan en ce qui concerne le recrutement et l'utilisation d'enfants par ses forces de sécurité. Nous espérons qu'il sera possible de réaliser de nouveaux progrès d'ici peu.

La protection des civils nécessite une plus grande attention de notre part étant donné que le nombre des victimes augmente. Il me semble que c'est une tâche qui est trop importante et trop essentielle pour laisser la réconciliation nationale de l'Afghanistan se faire sans la forte participation, la prise en main en fait, des institutions afghanes. Il est possible et faisable d'apporter des secours, des soins aux victimes civiles et de les dédommager dans la limite des moyens, de la législation et des traditions de l'Afghanistan.

Le Portugal suit avec la plus grande attention la situation des femmes afghanes et appuie de tout cœur les efforts déployés par le Gouvernement afghan et la MANUA pour promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes et pour appuyer et contrôler l'application de la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ainsi que pour promouvoir la participation politique des femmes aux processus de paix et de réconciliation.

Je voudrais également mentionner l'aide apportée par la MANUA à la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan. Je pense que l'intégration des droits de l'homme dans le système judiciaire et le contrôle indépendant du respect des droits de l'homme renforcera certainement l'état de droit et la légitimité des institutions.

Je voudrais évoquer brièvement la situation humanitaire et les efforts faits pour lutter contre les stupéfiants. Il sera nécessaire d'apporter une aide alimentaire à des centaines de milliers de personnes ces prochains mois en Afghanistan. Cette situation, au-delà de sa dimension humanitaire évidente, représente une menace nouvelle pour la situation sécuritaire également, car elle pourrait contribuer à inverser les progrès réalisés dans la contre-insurrection.

En ce qui concerne la production croissante d'opium, qui est en soi un fait nouveau très inquiétant indépendamment de ses liens avec le terrorisme, le Portugal encourage le Gouvernement à poursuivre sa politique nationale de lutte contre les stupéfiants, mais à chercher également des solutions régionales, notamment en partageant l'information, l'équipement et les stratégies, aux problèmes transfrontaliers posés par le trafic de stupéfiants et à ses liens avec d'autres formes de criminalité internationale.

Je termine en partageant l'opinion du Secrétaire général quant aux conditions requises pour une transition réussie : la reconnaissance du fait que le développement, la gouvernance et l'état de droit sont d'importance cruciale; la nécessité de prendre de la vitesse et d'accélérer les activités de développement durable; l'évaluation des coûts opérationnels et d'appui entraînés par les projets de développement; enfin l'appui international à long terme et les investissements du secteur privé.

Les Conférences d'Istanbul et de Bonn nous permettront de lancer très bientôt le débat sur ces questions décisives. Elles seront des tremplins pour gagner la bataille de la paix, de la stabilité et du développement économique et social en Afghanistan.

M. Wang Min (Chine) (*parle en chinois*) : Pour commencer, je tiens à souhaiter la bienvenue à cette séance au Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, M. Rassoul, et je le remercie de sa

déclaration. Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. De Mistura, de son exposé.

Grâce aux efforts du Gouvernement et du peuple afghans, des progrès ont été réalisés dans le processus afghan de paix et de reconstruction. Les résultats sont encourageants. Il reste toutefois des défis à relever. La situation sécuritaire demeure instable. Des attentats terroristes se produisent de temps à autre. Le développement économique est lent. Une stabilité et une reconstruction globales s'inscriront dans un long processus. Cela nécessite les efforts inlassables du Gouvernement et du peuple afghans. Cela nécessite également l'appui et l'assistance continus de la communauté internationale. À cet égard, je voudrais souligner les cinq points suivants.

Premièrement, la Chine est vivement préoccupée par l'aggravation de la situation sécuritaire et par le nombre croissant de victimes civiles. Nous espérons que, lors du transfert des responsabilités en matière de sécurité au Gouvernement afghan, les parties concernées assumeront résolument leurs responsabilités pour aider l'Afghanistan à renforcer ses capacités de sécurité afin d'assurer une transition pacifique et stable.

Deuxièmement, la Chine appuie l'Afghanistan dans les efforts qu'il continue de déployer pour mener à terme le Processus de Kaboul. Pour assurer la paix, la stabilité et le développement de l'Afghanistan, il est nécessaire de respecter pleinement son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale afin d'édifier véritablement un Afghanistan dirigé par les Afghans.

Troisièmement, la Chine appuie le programme de paix et de réintégration dirigé par le Gouvernement afghan. En Chine, nous exprimons notre douloureuse surprise et nos condoléances à l'occasion du décès tragique de l'ancien Président de l'Afghanistan, le Professeur Rabbani, suite à l'attaque dont il a été victime, et nous condamnons cette attaque. La Chine respecte pleinement le Gouvernement et le peuple afghans dans leur choix et espère assister à des progrès dans son programme de paix et de réintégration.

Quatrièmement, la communauté internationale doit appuyer l'Afghanistan dans son développement économique et social global. Les parties doivent répondre aux attentes et honorer leurs engagements d'aider l'Afghanistan. Les priorités déterminées par les Afghans eux-mêmes dans le contexte de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan doivent également être respectées et suives d'effet. Les initiatives pertinentes pour la reconstruction économique de l'Afghanistan seront sérieusement prises en considération. Nous pensons que nous devons tenir dûment compte des vues du Gouvernement et du peuple afghans et respecter leur souveraineté et leur prise en main. Les pays de la région doivent s'impliquer et leurs vues doivent être pleinement prises en compte. Les initiatives pertinentes doivent être mises en œuvre sur la base de consultations et d'un consensus sans exclusive entre les parties.

Cinquièmement, la Chine se félicite des efforts actifs déployés par l'ONU pour faire aboutir la paix et le processus de reconstruction en Afghanistan. La Chine appuie le rôle que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) continue de jouer pour coordonner l'aide et l'appui à la paix et à la reconstruction afghanes. Nous espérons que la MANUA renforcera ses communications, sa coordination et sa coopération avec le Gouvernement afghan.

En tant que voisin et ami de l'Afghanistan, la Chine a toujours été attachée à des relations de bon voisinage et d'amitié entre les deux pays. La Chine attache une grande importance au processus de reconstruction afghan, auquel elle participe activement. La Chine continuera de fournir une assistance à l'Afghanistan en fonction de ses capacités et travaillera avec la communauté internationale pour contribuer à assurer rapidement la paix, la stabilité et le développement en Afghanistan.

M. Hardeep Singh Puri (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui sur la situation en Afghanistan. Je souhaite la bienvenue au Conseil à S. E. M. Zalmai Rassoul, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, et le remercie de sa déclaration. Nous sommes reconnaissants au Secrétaire général de son dernier rapport (S/2011/590) et nous apprécions à sa juste valeur l'exposé présenté par le Représentant spécial du Secrétaire général, Staffan de Mistura.

Nous constatons avec préoccupation que le climat général en matière de sécurité continue de se dégrader en Afghanistan. Le dernier rapport du Secrétaire général indique que le nombre moyen mensuel d'incidents compromettant la sécurité a augmenté de 39 % par rapport à la même période en 2010. Bien que le processus de transfert des responsabilités en matière

de sécurité aux forces nationales de sécurité afghanes soit en cours depuis juillet 2011, il est de fait très inquiétant que la violence terroriste n'ait pas diminué.

Les Taliban ont choisi d'attaquer des cibles de haute sécurité, de commettre des assassinats et de lancer des attentats suicides complexes dans les centres urbains, y compris Kaboul. Récemment, d'importantes figures politiques et représentants du Gouvernement ont été assassinés, dont Ahmad Wali Karzaï, chef du Conseil provincial de Kandahar, et Ghulam Haydar Hamidi, maire de Kandahar. L'Hôtel Intercontinental, le British Council et l'ambassade des États-Unis à Kaboul ont aussi été la cible d'attaques.

Nous condamnons sans réserve l'assassinat, perpétré la semaine dernière, de M. Burhanuddin Rabbani, Président du Haut Conseil pour la paix et ancien Président de l'Afghanistan. Il est tragique de constater que les forces du terrorisme et de la haine ont réduit au silence une autre voix influente, raisonnable et pacifique en Afghanistan.

Comme nous l'avons souligné à de nombreuses reprises au Conseil de sécurité, de telles attaques indiquent qu'une dangereuse osmose est en train de s'opérer pour ce qui est des idéologies, des ambitions, de l'entraînement et des opérations au sein du syndicat du terrorisme dans la région, avec les attentats-suicides pour arme de choix et des cibles qui ne se limitent pas à l'Afghanistan. La résistance des insurgés et leur capacité à viser des zones considérées comme sûres nous rappellent malheureusement que les acquis en termes de sécurité sont encore fragiles.

Pour instaurer la paix, la stabilité et la sécurité en Afghanistan, il est impératif que la transition actuelle s'effectue en fonction des réalités sur le terrain, plutôt que de calendriers rigides. La communauté internationale, dans sa hâte à retirer ses unités de combat d'Afghanistan, oublie cet état de fait à ses risques et périls.

Le dernier rapport (S/2011/590) du Secrétaire général souligne que, pour que la transition soit efficace, il est important que les forces nationales de sécurité afghanes continuent de faire preuve de capacités indépendantes et d'un professionnalisme renforcés pour assumer de plus en plus de responsabilités. Nous sommes favorables à un renforcement supplémentaire des Forces nationales de sécurité afghanes, qui doit s'accompagner de l'amélioration de leurs capacités ainsi que de facteurs habilitants appropriés. Il est important que la transition soit prise en charge par les Afghans eux-mêmes et soit prévue et mise en œuvre de façon systématique. Elle doit également garantir la protection et la promotion des droits de l'homme de tous les Afghans.

Pour la sécurité et la stabilisation de l'Afghanistan, il est important d'isoler et d'éradiquer les syndicats du terrorisme, dont les éléments d'Al-Qaida, des Taliban, de Lashkar e Toiba et d'autres groupes extrémistes et terroristes qui opèrent à l'intérieur et à l'extérieur des frontières afghanes. Ces groupes sont unis idéologiquement et opérationnellement, et leurs liens se sont renforcés au cours des ans. Nous ne réussirons pas à consolider nos acquis en termes de sécurité tant que la communauté internationale n'est pas en mesure d'affronter fermement le problème des sanctuaires des groupes terroristes au-delà des frontières de l'Afghanistan.

Nous appuyons sans réserve un processus de réconciliation transparent et inclusif, dirigé par les Afghans eux-mêmes dans les limites énoncées par le Gouvernement afghan dans les communiqués de Londres et de Kaboul. Comme nous l'avons déjà souligné, ceci doit s'accompagner d'un processus politique inclusif avec un dialogue entre Afghans et doit comprendre une renonciation à la violence, la rupture des liens avec les groupes terroristes ainsi que le respect de la Constitutions afghane et des mesures de protection des droits de l'homme et des droits des femmes qui y figurent.

Une prise en main par les Afghans et leur leadership sont aussi essentiels pour assurer le développement et la reconstruction en Afghanistan. Ceci implique également plus de cohérence, coordination et rationalisation dans les activités de développement de la communauté internationale, notamment l'harmonisation de l'aide avec les priorités nationales afghanes et un recours sans cesse accru aux institutions afghanes. Nous notons avec plaisir les efforts déployés par la MANUA à cet égard.

Dans le contexte actuel de réduction progressive des forces de sécurité étrangères et avec le processus de transition en cours, il est d'autant plus important pour la communauté internationale, particulièrement les pays de la région, de maintenir leur engagement dans cette phase cruciale, où les institutions nationales afghanes sont en cours de développement et de consolidation.

Il est aussi important que la stratégie de croissance de l'Afghanistan se construise sur les atouts

que représentent ses ressources naturelles abondantes et sa situation géographique stratégique. Tels sont les éléments constitutifs de notre vision pour l'Afghanistan, qui représentera un carrefour entre l'Asie centrale et du Sud grâce à des oléoducs, des routes commerciales et de transit pour le bien commun des peuples de notre région et du monde. Nous appuyons l'initiative de création de la nouvelle Route de la soie, qui est une étape importante dans cette direction.

L'Inde demeure déterminée à établir une relation de partenariat avec le Gouvernement et le peuple afghans en vue de créer une nation pacifique, stable, démocratique et plurielle. Le programme d'aide de l'Inde s'étend à l'ensemble de l'Afghanistan et porte sur presque toute la gamme d'activités de développement économique et social. Nous menons déjà des activités de développement et de reconstruction en Afghanistan avec un engagement d'aide bilatérale complet d'une valeur de 2 milliards de dollars environ. Nous avons mis particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités et sur le développement des capacités humaines, qui, à notre sens, sont les éléments essentiels d'une économie solide et autonome.

Les sociétés indiennes ont manifesté leur intérêt au sujet de l'exploitation des réserves de minerai de fer de l'Afghanistan. L'Inde participe aussi au projet de gazoduc entre le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan. Ces projets apportent un investissement considérable. Nous sommes déterminés à coopérer avec l'Afghanistan sur des projets impliquant l'intégration régionale pour l'intérêt mutuel de toutes les parties prenantes.

L'Association sud-asiatique de coopération régionale, dont l'Afghanistan est un membre à part entière, est d'une grande utilité pour favoriser la coopération économique régionale dans la région de l'Asie du Sud. Nous avons toujours considéré l'Afghanistan comme étant un pays d'Asie du Sud ayant des complémentarités naturelles et des synergies avec les autres pays de l'Asie du Sud, et qui occupe une place unique pour établir des ponts allant au-delà même de la région. L'économie à croissance rapide de l'Inde et son vaste marché en font une destination naturelle pour les exportations afghanes. De même, l'Inde peut être une source efficace et peu coûteuse d'importations afghanes.

Alors que la transition dans le secteur de la sécurité progresse, l'Afghanistan a besoin de l'engagement et du soutien à long terme de la communauté internationale. Nous attendons avec intérêt les Conférences d'Istanbul et de Bonn, l'examen exhaustif des activités du mandat de la MANUA ainsi que du soutien de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan d'ici la fin de l'année. Nous espérons que ceci contribuera aux efforts déployés pour établir une paix durable, la stabilité, la viabilité économique et l'intégration régionale de l'Afghanistan dans les années à venir.

Le Président (*parle en arabe*) : Je vais faire une déclaration en ma qualité de représentant du Liban.

À l'instar de mes collègues, je remercie M. Staffan de Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour son exposé et ses efforts déployés dans ce pays. De même, je voudrais souhaiter encore une fois la bienvenue à M. Zalmai Rassoul, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, et le remercier de son exposé et de sa présence. Je souhaite maintenant faire quelques observations.

Alors que les autorités afghanes prennent progressivement le contrôle des responsabilités en matière de sécurité, la situation reste difficile et continue d'être une source de problème majeur pour les Afghans ainsi que pour la communauté internationale. Il ne fait aucun doute que la résolution adoptée pour accroître les effectifs et le niveau de préparation des forces militaires nationales contribuera à améliorer la situation sécuritaire dans le pays.

Étant donné le nombre croissant de tués et de blessés, nous renouvelons notre appel auprès de toutes les parties pour qu'elles appliquent scrupuleusement les dispositions du droit humanitaire international et pour qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les innocents de la violence, ainsi que les mosquées et les hôpitaux qui ont été durement frappés ces derniers mois par les attaques.

Le Liban condamne l'assassinat de M. Burhanuddin Rabbani, ancien Président afghan et Président du Haut Conseil pour la paix, qui n'avait d'autre but que de saper les efforts du Conseil en vue d'instaurer un dialogue et la réconciliation entre tous les éléments constitutifs de la société afghane. Nous présentons toutes nos condoléances au Gouvernement et au peuple afghans, notamment à la famille du défunt.

À cet égard, nous préconisons de continuer la politique de dialogue, de réconciliation et d'instauration d'un climat de confiance; ce qui constitue l'unique alternative à la violence, en vue d'atteindre la paix tant désirée.

Le Comité des sanctions créé par la résolution 1988 (2011) aura un rôle important à jouer pour assurer le succès du Haut Conseil pour la paix pour une question qui n'a pas moins d'importance que la situation politique et les conditions de sécurité. Nous demandons que soient déployés des efforts énergiques pour améliorer la situation des droits fondamentaux en Afghanistan, notamment l'application de la loi interdisant la violence à l'égard des femmes et protégeant les femmes contre l'injustice, la coercition et la discrimination, comme l'exige notre organisation. Bien que les efforts de la MANUA n'aient pas encore endigué les vagues de violence et d'injustice contre les femmes, ils ont permis de les réduire. À cet égard, nous nous félicitons de l'accent mis par la MANUA sur les cas de détention arbitraire et de mauvais traitement de détenus, et sur la garantie de procès équitables, conditions préalables à la bonne gouvernance et à l'état de droit.

La situation peut-être la plus horrible décrite dans le rapport du Secrétaire général (S/2011/590) est le recrutement continu d'enfants par les diverses parties au conflit à des fins militaires, et même sexuelles. Nous réclamons une politique de tolérance zéro à l'égard de ce phénomène, et que les responsables soient dûment punis afin d'empêcher ce type d'abus.

Je rappelle aussi qu'il importe de mettre en œuvre les dispositions du processus de Kaboul, et j'attends avec intérêt un accord sur le programme de pays du Fonds monétaire international, dont l'absence pourrait avoir des répercussions négatives sur la reconstruction et le développement socioéconomique de l'Afghanistan.

Aux niveaux régional et international, nous nous réjouissons des efforts déployés par les États voisins de l'Afghanistan pour consolider la sécurité et la coopération économique, notamment pour le contrôle des frontières et la lutte contre le trafic de stupéfiants et le terrorisme. La stabilité et la prospérité de l'Afghanistan auront un impact sur la région, et nous attendons avec intérêt la tenue des conférences de Bonn et de Kaboul au cours des prochains mois. Elles sont la réaffirmation par la communauté internationale de sa volonté d'aider l'Afghanistan.

Enfin, nous réitérons notre appréciation des efforts déployés par la communauté internationale en général, et par l'ONU en particulier, dans tous les domaines. L'Organisation œuvre avec courage et détermination, dans des conditions de sécurité difficiles, à un avenir meilleur pour l'Afghanistan, un pays à la civilisation ancienne, riche en potentialités et qui aspire à la paix et à la prospérité.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Rishchynski (Canada) (*parle en anglais*) : Je tiens d'abord à remercier le Ministre des affaires étrangères, M. Rassoul, pour sa présence aujourd'hui parmi nous, et pour la déclaration qu'il a faite au Conseil de sécurité ce matin. Je voudrais également remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, pour son exposé et pour le bon travail que lui-même et son équipe continuent de réaliser en Afghanistan.

À l'approche de la fin de l'année 2011, des représentants du Gouvernement afghan et des pays voisins, ainsi que l'ensemble de leurs partenaires internationaux participeront à une série de rencontres régionales et internationales qui culmineront avec la conférence de Bonn le 5 décembre. Ces rencontres nous permettront de travailler ensemble vers des résultats tangibles pour la transition des responsabilités de gouvernance et de sécurité au Gouvernement afghan. Cette nouvelle conférence de Bonn sera également l'occasion de renforcer notre vision commune d'un Afghanistan mieux gouverné et plus stable qui ne serve plus jamais de refuge à des terroristes.

Une transition durable des responsabilités de gouvernance et de sécurité au Gouvernement afghan est indispensable à cette vision et demeurera au premier plan de nos efforts. Dans cette optique, nous devrons nous appuyer sur les progrès réalisés depuis 2001 afin de continuer à soutenir les efforts afghans vers la réconciliation politique, une coopération régionale accrue et des institutions afghanes fortes et plus autonomes, capables de fournir des services essentiels à la population afghane.

Par son engagement renouvelé en Afghanistan, le Canada maintient son objectif fondamental de contribuer à la reconstruction du pays, en complémentarité avec les priorités identifiées par le

Gouvernement afghan et la communauté internationale dans 1e cadre du processus de Kaboul en 2010. À cet égard, nous notons avec satisfaction le travail accompli par les commissions permanentes du Conseil conjoint de coordination et de suivi au cours de l'été et anticipons positivement la rencontre du Conseil prévue le mois prochain. L'engagement du Canada jusqu'en 2014 s'appuiera sur l'expérience considérable que nous avons acquise et les investissements que nous avons engagés à ce jour en Afghanistan, et permettra de réaliser des progrès continus dans des domaines clefs porteurs de la promesse d'un avenir meilleur, tels que l'avenir des enfants et de la jeunesse, la sécurité, la primauté du droit et le respect des droits de la personne, la diplomatie régionale et la prestation de l'aide humanitaire.

Les enfants et les jeunes sont l'avenir du pays. Grâce à une aide au développement efficace et transparente, le Canada continuera à investir dans l'éducation et la santé, poursuivant ainsi les contributions importantes faites à ce jour dans ces domaines. Le Canada continuera d'aider le Gouvernement afghan à améliorer l'accès à un enseignement primaire et secondaire de qualité, plus particulièrement pour les filles et les jeunes femmes. II continuera également de travailler à la transparence et à la responsabilisation du secteur de l'éducation nationale en vue d'établir un milieu d'apprentissage sûr pour tous les enfants. Aujourd'hui, plus de 2,2 millions de filles vont à l'école. Ce nombre représente une augmentation spectaculaire par rapport à 2001, alors qu'il était interdit aux filles de fréquenter l'école. De plus, sur les 158 000 enseignants que compte l'Afghanistan, 29 % sont des femmes, une augmentation importante par rapport aux 21 000 qu'on dénombrait en 2002. Dans le secteur de la santé, le Canada aidera le Gouvernement afghan à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Le Canada renouvelle également son engagement auprès du Gouvernement afghan et de ses partenaires internationaux de soutenir le processus de Kaboul et la réalisation des objectifs des programmes nationaux prioritaires, dans les domaines de l'éducation, de la santé et des droits fondamentaux, tout particulièrement pour les femmes et les filles afghanes. Une attention particulière doit aussi être accordée aux droits des femmes afghanes. Ces dernières sont aussi au premier plan des efforts de développement du Canada en Afghanistan. Le Canada s'est engagé à assurer la paix et la sécurité par le biais de son plan d'action pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

(*l'orateur poursuit en français*)

Les violents incidents survenus au cours de l'été, incluant notamment plusieurs assassinats politiques et des attentats contre des cibles civiles, ainsi que les récentes attaques contre la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), l'ambassade américaine et la sécurité afghane à Kaboul, nous rappellent l'importance de poursuivre sans relâche nos efforts vers l'amélioration de la situation sécuritaire en Afghanistan. Dans cet objectif, il est primordial d'accroître la capacité des Forces de sécurité nationale afghanes, qui assumeront la responsabilité de la situation sécuritaire en Afghanistan d'ici à 2014.

Les Forces afghanes auront bientôt atteint les effectifs requis selon les objectifs de la mission de formation de l'OTAN en Afghanistan. Le développement continu des compétences professionnelles et des capacités institutionnelles sera donc au premier plan de la continuité de la mission jusqu'en 2014. En contribuant aux efforts déployés par la mission de formation de l'OTAN en Afghanistan, le Canada aidera à mettre en place une force de sécurité possédant le degré de discipline, de professionnalisme et d'efficacité nécessaire pour assurer la stabilité du pays et promouvoir la paix et le développement économique pour la population.

De plus, la crédibilité et le professionnalisme de la Police nationale afghane sont essentiels à la stabilité du pays, au sentiment de sécurité des habitants et des collectivités et au renforcement de la primauté du droit en Afghanistan et du respect des droits de la personne. Les Forces canadiennes appuieront donc la formation des Forces nationales de sécurité de l'Afghanistan en fournissant jusqu'à 950 instructeurs et employés de soutien à la mission de formation de l'OTAN, et ce, pour les trois prochaines années. De plus, 1e déploiement de 45 policiers canadiens qui participeront à la formation des membres de la police nationale afghane contribuera aux mêmes objectifs. I1 est essentiel que le soutien continu du Canada et de la communauté internationale à la transition afghane se base sur la mise en œuvre par le Gouvernement afghan de réformes crédibles qui renforcent la confiance des donateurs, des investisseurs et du public afghan.

Le Canada note avec satisfaction que le processus de transition en matière de sécurité et de gouvernance est déjà bien entamé dans nombre de districts afghans.

Selon l'évaluation conjointe du Gouvernement afghan et de la mission de l'OTAN, la première tranche de districts afghans étudiés assument maintenant la responsabilité de leur gouvernance et de leur sécurité avec succès.

Ceci dit, la stabilité en Afghanistan ne pourra pas être atteinte seulement par la force militaire. Nous condamnons fermement l'assassinat de l'ancien Président Burhanuddin Rabbani, Président du Haut Conseil pour la paix en Afghanistan. Cet acte lâche et brutal ne doit pas freiner les efforts des Afghans vers la réconciliation. Les efforts de réconciliation politique menés pas les Afghans doivent comprendre un dialogue avec tous les acteurs de la société, y compris les femmes et les personnes vulnérables.

Le Canada appuie les efforts déployés par l'Afghanistan pour nouer le dialogue avec les personnes qui renoncent à la violence, respectent la Constitution et n'entretiennent aucun lien avec Al-Qaida et les autres groupes terroristes.

(*l'orateur reprend en anglais*)

C'est aussi en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience que l'Afghanistan pourra continuer à progresser vers une démocratie transparente et à l'écoute de ses citoyens. À cet égard, nous notons les efforts du Gouvernement afghan et de tous les parlementaires pour sortir de l'impasse née des élections parlementaires et souhaitons que les récentes avancées permettent enfin au Parlement d'assumer pleinement son rôle dans la gouvernance de l'État afghan. Nous encourageons le Gouvernement afghan, le Parlement et tous les intervenants concernés à poursuivre leurs efforts en faveur de la mise en œuvre des réformes électorales nécessaires à l'épanouissement de la démocratie en Afghanistan. Des institutions démocratiques fortes et transparentes doivent être à la base de la reconstruction d'un Gouvernement afghan fort qui est au service de tous ses citoyens.

Le Canada estime également que la perspective d'un Afghanistan prospère et stable n'est envisageable que dans le contexte d'une intégration et d'une coopération régionales accrues. À cet égard, le Canada accueille favorablement l'initiative de la nouvelle Route de la soie. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler à l'avancement de ce projet, qui sera un élément important de la Conférence de Bonn, et ce, en étroite collaboration avec le Gouvernement afghan ainsi qu'avec nos partenaires internationaux. De plus, le Gouvernement canadien poursuivra ses efforts en vue de faciliter le dialogue et de proposer des mesures concrètes pour améliorer la coopération entre les pays de la région, principalement l'Afghanistan et le Pakistan.

Depuis 2001, des progrès substantiels ont été accomplis dans l'établissement et la coordination de mécanismes de planification et de coopération régionale. Le Canada continuera à tirer parti de ces acquis pour mettre en place une stratégie d'engagement régional durable, notamment en soutenant les façons efficaces de gérer la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan afin de favoriser le commerce légitime. La diplomatie régionale est l'une des priorités de l'engagement du Canada de maintenant à 2014.

Enfin, au cours des 10 dernières années, l'Afghanistan et ses partenaires se sont efforcés de cheminer vers un Afghanistan plus démocratique, davantage responsable de sa propre sécurité et de sa propre gouvernance. Depuis la chute des Taliban en 2001, 157 membres des forces armées canadiennes ainsi qu'un diplomate, un journaliste et trois travailleurs humanitaires canadiens ont été tués en Afghanistan. Il nous appartient aujourd'hui à tous de maintenir un engagement fort en Afghanistan afin d'honorer leurs sacrifices et ceux du peuple afghan, car ils ont combattu pour la paix dans le pays et pour assurer la durabilité des progrès accomplis jusqu'à présent. Je puis assurer les membres du Conseil que le Canada ne renoncera pas à sa volonté de collaborer avec l'Afghanistan afin que celui-ci puisse devenir un pays pacifique, sûr et stable qui ne sera plus jamais un refuge pour les terroristes.

M. Apakan (Turquie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à souhaiter une chaleureuse bienvenue à S. E. le Ministre et Ambassadeur Rassoul et au Représentant spécial Staffan de Mistura. Je tiens également à remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2011/590) et le Représentant spécial de son exposé.

Avant de poursuivre, je voudrais exprimer une nouvelle fois notre tristesse et notre indignation suite à l'assassinat de Burhanuddin Rabbani, Président du Haut Conseil de paix et ancien Président de l'Afghanistan. Nous condamnons fermement cet attentat odieux, et présentons nos plus sincères condoléances à sa famille ainsi qu'au peuple et au Gouvernement afghans. Nous souhaitons par ailleurs un prompt rétablissement à M. Mohammad Masoom

Stanekzai, le Ministre en charge du Programme afghan de paix et de réintégration.

Il incombe à l'Afghanistan et à chacun d'entre nous de veiller à ce que Burhanuddin Rabbani ne soit pas mort en vain. Ces attaques ne sauraient détourner les Afghans et la communauté internationale de leur travail d'édification d'un Afghanistan pacifique, sûr et démocratique. Cela prendra certainement du temps et des efforts acharnés, mais il est impératif d'avancer de manière crédible sur la voie de la réintégration et de la réconciliation. C'est pourquoi nous encourageons à nouveau vivement les partenaires régionaux et internationaux de l'Afghanistan à continuer de fournir l'appui nécessaire à ces efforts, ainsi que l'a demandé l'Afghanistan.

Outre l'assassinat du Président Rabbani, les insurgés se sont récemment livrés à une vague d'attentats contre des cibles afghanes et internationales en vue, comme l'a également mentionné le Secrétaire général dans son rapport. Ces attaques montrent que les conditions de sécurité demeurent fragiles. Elles montrent également que les événements récents, que ce soit en Afghanistan ou dans la région, accentuent les risques et les problèmes qui se posent dans le cadre du processus de transition mis en marche récemment. Une gestion prudente de ces problèmes nous permettra d'identifier clairement les difficultés qui se présentent et d'y apporter les solutions nécessaires. Dans le même temps, nous sommes convaincus que la réaction de l'armée et de la police afghanes après les attaques a, dans l'ensemble, été efficace. C'est le signe selon nous que la formation dispensée aux forces nationales de sécurité afghanes commence à porter ses fruits. Nous ne devons pas relâcher nos efforts dans ce domaine.

Notre objectif commun en Afghanistan est de faire en sorte que les Afghans disposent des moyens et des capacités nécessaires pour prendre en main leur avenir au sein d'un État afghan pleinement et véritablement souverain. Les voisins et les partenaires de l'Afghanistan peuvent apporter d'importantes contributions et doivent poursuivre leurs efforts multidimensionnels pour solidifier les institutions souveraines afghanes.

Deux rendez-vous importants concernant l'Afghanistan sont prévus d'ici à la fin de l'année et nous donneront l'occasion de réaliser ces objectifs. En décembre, nous nous rencontrerons à Bonn, suite à l'aimable invitation du Gouvernement allemand, pour envisager et définir l'engagement à long terme de la communauté internationale en Afghanistan. Nous nous sommes fixé 2014 comme date cible pour procéder au transfert des responsabilités en matière de sécurité à l'Afghanistan. Cependant, comme nous l'avons déclaré à de nombreuses reprises, cette date n'est pas une date de sortie et ne marquera pas la fin de notre engagement en Afghanistan. Après 2014, la communauté internationale restera fortement engagée en Afghanistan, même si elle le sera de manière différente.

Avant la réunion de Bonn, nous accueillerons le 2 novembre la Conférence d'Istanbul sur l'Afghanistan, sur le thème « Sécurité et coopération au cœur de l'Asie ». Nous espérons que cette réunion marquera un tournant et permettra d'ouvrir la voie à la coopération régionale dans le domaine de la sécurité.

L'Afghanistan se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Il continue de se heurter à d'importants problèmes sécuritaires, politiques, économiques et de développement qui dépassent ses frontières. Ces problèmes ne peuvent être réglés sans un appui constructif de la part des voisins et des partenaires régionaux de l'Afghanistan. Les initiatives visant à résoudre ce type de problèmes sont plus efficaces lorsqu'elles sont prises en main et dirigées au niveau régional de manière transparente et constructive. À cet égard, la Conférence d'Istanbul sera un événement essentiellement afghan dans le cadre duquel la Turquie jouera un rôle de facilitatrice, mais il sera indispensable que tous les participants fassent preuve de responsabilité, de dynamisme et de clairvoyance. Il est donc encourageant de constater que tous les participants nous ont affirmé être prêts à montrer le niveau d'engagement nécessaire.

À ce jour, un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour encourager le resserrement des liens entre les pays de la région. Toutes ces initiatives sont pertinentes pour notre action commune. À Istanbul, nous essaierons non pas de les reproduire mais de nous inspirer de leurs aspects les plus utiles pour aller de l'avant afin d'apporter une certaine complémentarité et une valeur ajoutée. Ce que nous espérons réaliser, c'est la création d'une initiative régionale de sécurité et de coopération aux fins de renforcer la confiance dans les domaines politique, sécuritaire et militaire et de resserrer la coopération dans les domaines économique, commercial, environnemental, culturel, énergétique et dans celui de la lutte antidrogue.

Comme toujours, nous espérons que la communauté internationale nous appuiera fortement.

Nous avons déjà entamé les préparatifs et nous coopérons étroitement avec l'Afghanistan, les Nations Unies et l'ensemble des pays et des organisations concernés. En ce moment même, nos représentants sont en déplacement à Oslo pour prendre part demain à une réunion préparatoire, qui sera suivie par une autre à Kaboul le 15 octobre. Mon pays reste résolu dans son engagement envers l'Afghanistan et dans son appui à ce pays. À cet égard, nous ferons le maximum pour que la conférence aboutisse à des résultats concrets reflétant les objectifs et les visions des Afghans.

Enfin et surtout, je voudrais saluer une fois de plus l'excellent travail qu'effectue la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dans l'exercice de son mandat, tout en étant confrontée à de réelles et graves menaces. Nous sommes particulièrement reconnaissants au Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, pour son rôle efficace de chef de file. Nous le remercions également de ces précieuses contributions. Le travail de la MANUA en Afghanistan est crucial maintenant, et il le restera demain. Pour cela, la MANUA bénéficie de notre plein appui.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

M. Quinlan (Australie) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de cette occasion qui nous est donnée de prendre la parole au Conseil de sécurité aujourd'hui. Je souhaite aussi remercier le Ministre des affaires étrangères, M. Rassoul, et le Représentant spécial, M. De Mistura, pour leur présence et pour leur leadership. L'Australie continue d'appuyer énergiquement le travail des Nations Unies en Afghanistan et réaffirme sa participation aux activités internationales d'appui à l'Afghanistan.

Une transition viable au-delà de 2014 requiert un véritable engagement à long terme de la part de la communauté internationale. Comme notre Premier Ministre l'a affirmé à maintes occasions, nous resterons engagés en Afghanistan au moins jusqu'à la fin de cette décennie. Nous verrons si notre engagement se poursuivra au-delà. Après l'achèvement de la transition en 2014, nous continuerons de fournir une assistance civile au développement et à la formation et nous poursuivrons notre coopération dans le domaine de la défense.

Depuis le débat du Conseil sur l'Afghanistan en mars (voir S/PV.6497), nous avons observé certains faits inquiétants survenus au plan de la sécurité, particulièrement l'élan accru de la campagne d'intimidation et d'assassinats ciblés. Malgré ces graves préoccupations, nous pensons que la trajectoire fondamentale suivie sur le front sécuritaire est la bonne, et c'est pourquoi nous pensons que les insurgés ont recours au type d'attentats dramatiques dont nous sommes témoins.

Nous assistons à un début heureux de la transition sécuritaire dans la première tranche de provinces et districts annoncée par le Président Karzaï en juillet. Les Forces afghanes elles-mêmes sont de plus en plus performantes et efficaces. Ce que nous admirons.

La campagne de terreur actuelle est très inquiétante, mais nous ne devons pas permettre qu'elle fasse sortir la transition de ses rails. Nous condamnons le meurtre brutal de M. Burhanuddin Rabbani, ancien Président afghan et Président du Haut conseil pour la paix. Nous adressons nos plus sincères condoléances au peuple et au Gouvernement afghans à la suite de cette disparition. Mais le processus qu'il incarnait doit se poursuivre. Nous réaffirmons notre appui au Gouvernement afghan qui s'emploie à faire progresser un processus de paix et de réconciliation ouvert à tous, et à réinsérer avec succès les anciens combattants dans la société afghane.

Il est encourageant d'entendre le Président Karzaï déclarer que le peuple et le Gouvernement afghans ne se laisseront pas décourager. Il est essentiel que la communauté internationale se tienne ouvertement aux côtés du Gouvernement et du peuple afghans en cette heure.

Une transition viable vers la prise en main par les Afghans de la direction des opérations dépendra à l'évidence d'améliorations continue dans les domaines de la gouvernance et du développement. En Uruzgan, où un Australien conduit l'équipe provinciale chargée de la reconstruction et où sont concentrées les forces de sécurité australiennes, des progrès se font sentir; mais ces progrès sont fragiles. Nous devons sérieusement préserver les acquis que nous avons obtenus. Plus important, nous devons nous concentrer avec beaucoup plus d'attention sur le renforcement de la capacité des institutions afghanes en Uruzgan, en sorte qu'elles puissent donner des résultats palpables et réguliers sur le terrain.

Nous étions heureux de participer à la réunion ministérielle sur l'Afghanistan qui a eu lieu ici, à New York, le 22 septembre, et qui a lancé un clair message

d'appui au concept de New Silk Road (nouvelle Route de la soie). La vision qui sous-tend ce concept sera un élément essentiel s'agissant de mener à bien la transition en matière de sécurité et de faire progresser le développement économique régional, ce qui renforcera la sécurité sur le long terme. Beaucoup d'efforts restent à faire pour donner de la substance à cette vision. Il est encourageant de noter que certains projets d'infrastructure conçus dans le cadre de cette initiative ont été déjà mis en route. Cette entreprise est absolument essentielle pour créer un puissant réseau de relations commerciales et économiques dans toute la région et pour offrir au peuple afghan une vision de prospérité économique à long terme.

Un engagement constructif de la part des voisins de l'Afghanistan est essentiel au projet d'un Afghanistan sécurisé et prospère et, au-delà, pour la région de l'Asie centrale elle-même. L'Australie se félicite de ce que la conférence d'Istanbul se tienne sous l'égide du leadership très constructif de la Turquie et bénéficie de l'appui de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). La réunion à Istanbul, si elle est couronnée de succès, fournira un appui important et essentiel à la réunion de Bonn prévue en décembre. À Bonn, la communauté internationale et le Gouvernement afghan devront adopter une approche solide et coordonnée s'agissant de construire un pays stable, sécurisé et prospère. Il nous reste beaucoup plus à faire au cours des prochains mois pour parvenir à ce résultat.

Le rôle des institutions des Nations Unies dans la coordination de l'aide au développement et de l'aide humanitaire devient de plus en plus important à mesure qu'avance la transition. L'Australie appuie les efforts que déploient la MANUA pour améliorer la cohésion de l'aide et pour encourager l'engagement à long terme en faveur du développement. Nous sommes nous-mêmes prêts à collaborer étroitement avec les donateurs et le Gouvernement afghan. Cela inclut un appui au renforcement des capacités dans les secteurs des mines et de l'agriculture, qui fourniront à notre avis une base solide à l'économie de l'Afghanistan dans le proche avenir.

Nous avons accru notre aide au développement de 35 % au cours de l'année écoulée. L'Afghanistan vient maintenant au quatrième rang parmi les récipiendaires de l'aide australienne. Notre budget d'aide global atteindra 10 milliards de dollars dans les deux prochaines années. Cet appui à l'Afghanistan continuera de croître.

Avant de terminer, je voudrais prendre le temps d'évoquer le souvenir des civils tués ou blessés en Afghanistan depuis 2001. Comme le rapport du Secrétaire général (S/2011/590) le relève, les engins explosifs artisanaux et les attentats-suicides sont à l'origine de la plupart des pertes civiles. L'Australie exhorte l'ensemble des parties impliquées dans le conflit armé en Afghanistan à renforcer leurs efforts pour protéger les civils.

Pour terminer, je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Staffan de Mistura, de l'action énergique qu'il a menée, et le personnel de la MANUA de son dévouement et des sacrifices qu'il a consentis en Afghanistan. Nous appuyons énergiquement tous les efforts visant à faire en sorte que ceux qui se consacrent à façonner un avenir pour l'Afghanistan continuent de le faire en toute sécurité afin qu'ils puissent exécuter leurs difficiles mais indispensables tâches. Nous continuerons de travailler avec le Secrétaire général et avec l'Assemblée générale, par l'entremise de la Cinquième Commission, pour faire en sorte que les ressources nécessaires soient disponibles à cette fin.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Nishida (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier M. Zalmai Rassoul, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, de sa présence parmi nous aujourd'hui et de sa déclaration. Je voudrais aussi remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, de son exposé détaillé et instructif. Et j'aimerais saisir cette occasion pour exprimer la gratitude du Japon à tous les hommes et femmes de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui ont fait montre d'un profond engagement à remplir cette difficile mission.

Tout d'abord, je voudrais me joindre à mes collègues et aux précédents orateurs pour adresser mes sincères condoléances à la suite de la disparition de M. Burhanuddin Rabbani, Président du Haut conseil pour la paix de l'Afghanistan. Le Japon condamne fermement ces horribles attentats terroristes.

Comme nous l'avons vu d'après divers exemples, la situation sur le plan de la sécurité en Afghanistan continue d'être difficile. Il y a eu des assassinats ciblés de hauts fonctionnaires et des attentats-suicides, comme décrit dans le récent rapport du Secrétaire

général (S/2011/590). La sécurité demeure une priorité dont nous devons nous préoccuper.

Le fait que le processus de transfert de la responsabilité en matière de sécurité ait officiellement démarré en juillet est significatif. Comme je l'ai dit en de précédentes occasions, il est indispensable pour la paix et la sécurité en Afghanistan que la transition se déroule sans heurts au cours du retrait des forces américaines et des autres forces internationales, notamment grâce au renforcement des capacités des Forces nationales de sécurité afghanes. Durant cette période, le Japon continuera de jouer son rôle pour atteindre ces objectifs en prêtant assistance à la police afghane.

La transition et la sécurité durable sont étroitement liées au processus politique. La disparition de M. Rabbani souligne en outre l'importance de poursuivre sur la voie de la réconciliation et de la réintégration, en faveur desquelles il plaidait. À la lumière de cette tragédie, il importe que tous les dirigeants afghans s'unissent dans la solidarité et fassent montre de leur détermination à œuvrer en faveur de la paix, de la réconciliation et de l'unité nationale. Il est temps maintenant pour les partenaires internationaux de contribuer à faire progresser le processus politique. Le Japon est déterminé à continuer d'aider à la réalisation de progrès irréversibles dans le programme de réinsertion mené par les Afghans.

Le groupe de travail sur la réintégration du Groupe de contact international s'est réuni ici la semaine dernière, présidé par l'Ambassadeur Tanin et coprésidé par le Royaume-Uni et le Japon. Le groupe a réaffirmé son attachement aux programmes du Gouvernement afghan visant à réintégrer tous les insurgés disposés à renoncer concrètement à la violence et au terrorisme et à respecter la Constitution afghane, prenant note de la nécessité de fournir un soutien à leurs familles afin de faciliter ce processus.

Pour garantir une stabilité à long terme en Afghanistan, nous devons mettre en place plus rapidement la coopération régionale entre ses voisins. Le Japon va jouer un rôle s'agissant de renforcer la coopération économique régionale pour ouvrir la voie à l'intégration de l'Afghanistan dans l'économie régionale et mondiale.

Nous apprécions l'initiative de l'Allemagne, de l'Afghanistan et des États-Unis de coprésider, la semaine dernière, la réunion ministérielle sur la nouvelle Route de la soie. Le Japon appuie le concept de base de la Nouvelle Route de la soie. Le Japon attache de l'importance aux trois points suivants destinés à faire progresser la coopération économique régionale : le premier est de mettre l'accent sur la route du Sud, qui relie l'Afghanistan à l'océan Indien; le deuxième est de promouvoir le développement des infrastructures de transport, contribuant au développement de l'agriculture, qui absorbe environ 80 % de la population active afghane; le troisième, enfin, est d'aider au contrôle des frontières et aux procédures douanières.

Le Japon estime qu'il existe un engagement ferme de la communauté internationale à la reconstruction de l'Afghanistan. Nous espérons voir de nouvelles avancées à la Conférence d'Istanbul en novembre et à la Conférence de Bonn en décembre. L'Afghanistan, pour sa part, doit renforcer ses capacités en vue de parvenir à une réelle appropriation et à un véritable leadership afghans.

Je voudrais terminer en me référant à l'allocution du Premier Ministre du Japon, M. Yoshihiko Noda, à l'Assemblée générale, dans laquelle il dit :

> « Pour empêcher l'Afghanistan de redevenir un terreau fertile du terrorisme, nous continuerons d'affronter ce problème avec une ferme détermination ». (A/66/PV.19)

Nous souhaitons exprimer notre sincère gratitude au Représentant spécial du Secrétaire général, M. De Mistura, pour son dévouement, et encore une fois réaffirmer notre engagement à seconder le dévouement et les infatigables efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kirghizistan.

M. Kydyrov (Kirghizistan) (*parle en russe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, et le Ministre des affaires étrangères de la nation afghane amie, M. Zalmai Rassoul, de leurs exposés fort intéressants sur la situation en Afghanistan.

Le Kirghizistan a un intérêt direct à voir un Afghanistan pacifique et stable. Nous saluons les efforts faits par le Gouvernement afghan afin de poursuivre des réformes démocratiques et de mettre en œuvre un plan national de développement pour le pays. Nous estimons qu'il est important de faire progresser efficacement le processus de Kaboul. Le Kirghizistan continue d'être fermement convaincu que, pour trouver

des solutions durables aux problèmes actuels de l'Afghanistan et pour s'attaquer avec efficacité aux défis transnationaux, il est nécessaire d'adopter une approche systémique et globale. Cela doit inclure les aspects politiques, économiques et humanitaires, et appelle à une action conjointe de la part de toutes les parties concernées, l'ONU occupant une place centrale parmi celles-ci.

Le trafic de drogue et la criminalité organisée représentent de sérieux obstacles au développement, non seulement pour l'Afghanistan, mais aussi pour l'ensemble de la région d'Asie centrale. Par conséquent, le Kirghizistan envisage le problème afghan dans un contexte régional, et nous nous félicitons de la participation du pays aux projets régionaux. Au vu des nouvelles réalités, le Kirghizistan propose que la communauté internationale concentre davantage son attention sur l'Afghanistan, en particulier pour ce qui est du renforcement de la sécurité aux frontières, de l'aide à la lutte contre le trafic de drogues, de la formation du personnel et de l'adoption d'une approche plus large s'agissant d'étudier l'impact du développement des groupes terroristes ou radicaux.

Nous pensons qu'il faudra prendre la décision de retirer d'Afghanistan la Force internationale d'assistance à la sécurité quand la situation aura été concrètement stabilisée. Il faut en outre s'atteler aux principales tâches de formation et de consolidation véritable de l'armée et de la police nationales afghanes pour garantir qu'elles sont en mesure d'assumer les fonctions que recouvre la sécurité du pays.

Le Kirghizstan est favorable à la mise en œuvre effective de la stratégie des Nations Unies de lutte contre le trafic de drogues et la criminalité transnationale en Asie centrale, et plaide pour une action commune renforcée dans ce domaine. Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale doit être un élément important du renforcement de la sécurité régionale. L'un des principaux résultats de ses activités a été l'élaboration du plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale dans la région de l'Asie centrale, dont l'adoption est prévue avant la fin de l'année.

Nous sommes convaincus que la restauration de la paix et le renforcement de l'autorité gouvernementale en Afghanistan dépendent non seulement de l'usage de la force, mais dans une large mesure du rythme auquel sont abordés les problèmes socioéconomiques et des méthodes employées pour ce faire. Nous appelons les pays de la région et la communauté internationale, dans le cadre de l'ONU, à modifier le programme de relèvement économique à long terme pour l'Afghanistan de telle manière que sa mise en œuvre englobe l'ensemble des pays voisins et limitrophes.

La coopération, à travers l'initiative de la Nouvelle Route de la soie, est vitale pour les pays de l'Asie centrale. Le Kirghizistan a l'intention de participer activement à cette initiative, ainsi qu'aux activités des divers groupes de contact sur l'Afghanistan concernant le relèvement et le développement.

Nous pensons qu'il est possible de changer radicalement cette situation en réalisant de grands projets économiques en Afghanistan. Un domaine stratégique à cet égard est la mise en œuvre du projet de transport d'électricité entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud, appelé « CASA-1000 », qui vise à assurer la transmission de l'électricité en provenance du Kirghizistan et du Tadjikistan vers l'Afghanistan et le Pakistan. Les 19 et 20 septembre, le Kirghizistan a organisé une réunion du Conseil intergouvernemental du Projet CASA-1000 au cours de laquelle a été signé un mémorandum d'accord sur le projet de transmission de l'électricité et le développement du marché régional d'électricité en Asie centrale et en Asie du Sud. Le Kirghizistan participe également à la mise en œuvre d'un projet international de construction de voie ferrée qui rassemble la Chine, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Afghanistan et l'Iran. Ce projet contribuera certainement au développement social et économique de l'Afghanistan et de la région dans son ensemble.

Le Kirghizistan participe aux efforts internationaux visant à améliorer la situation en Afghanistan, aux niveaux bilatéral et multilatéral. En particulier, en collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le 9 juillet 2010, nous avons lancé un projet de formation d'agents douaniers afghans au centre de formation douanière du Service des douanes de la République kirghize. Nous pensons qu'il est important d'élargir notre partenariat dans ce domaine. Nous espérons que les conférences sur l'Afghanistan, qui doivent se tenir à Istanbul et à Bonn, vont définir un véritable programme d'édification de l'État pour un Afghanistan fort, sécurisé et pacifique.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Haroon (Pakistan) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter, ainsi que votre équipe d'avoir dirigé avec tant de compétence les travaux du Conseil pour le mois de septembre et d'avoir convoqué le présent débat.

Je voudrais également rendre hommage et souhaiter la bienvenue au Conseil de sécurité au Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, S. E. M. Zalmai Rassoul, qui est parmi nous aujourd'hui. En outre, je remercie de son exposé le Représentant spécial, M. Staffan de Mistura, et apprécie à sa valeur le travail important réalisé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sous sa direction efficace.

Toutefois, avant de poursuivre, je voudrais parler et faire l'éloge de M. Ustad Burhanuddin Rabbani, éminente personnalité qui malheureusement est mort en martyr au moment où le monde avait grand besoin de lui. Pour ceux d'entre nous qui ne connaissent pas ses contributions, son génie, ses capacités et ses efforts remarquables, c'était une personne qui savait rassembler non seulement les Afghans, mais également le peuple et le Gouvernement pakistanais avec le peuple et le Gouvernement afghans. Je ne suis pas sûr s'il existe quelqu'un à même de prendre sa relève et je voudrais indiquer que nous sommes aux côtés du peuple afghan en cette période de deuil, mais aussi face à cette lourde épreuve. Les ennemis de la paix et de la réconciliation en Afghanistan ont fait de lui un martyr.

Ces forces ne peuvent être vaincues que grâce à une plus grande détermination à assurer la réconciliation et la réintégration. Jusqu'au dernier moment de son illustre vie, son rêve fut de voir un Afghanistan réconcilié avec lui-même. D'ailleurs, c'est après son retour en hâte de Téhéran en Afghanistan qu'il a trouvé la mort dans ces circonstances bizarres. C'était quelqu'un qui avait un rêve et qui savait qu'une solution durable aux problèmes de sécurité passe par une réconciliation et une réintégration efficaces. Je pense qu'il importe d'appeler l'attention de cette auguste assemblée du Conseil de sécurité sur certains aspects de cette situation.

Je vais maintenant donner lecture d'extraits d'un article de Bashir Ahmed Gwakh d'*Asia Times*, auquel ont contribué Frud Bezhan de Radio Free Afghanistan et son correspondant Zarghona Mangal. M. Rabbani a été convoqué chez lui pour recevoir un homme porteur d'« un message spécial » du chef des Taliban afghans, Mullah Omar. Il s'agit d'un fait établi. Un témoin oculaire de cet horrible acte, agent de la Direction nationale de la sécurité de l'Afghanistan, a déclaré que c'est Rahmatullah Wahidyar, membre du Haut Conseil pour la paix et Vice-Ministre au sein de l'ancien régime des Taliban, qui a amené l'auteur de l'attentat à la bombe pour qu'il rencontre M. Rabbani et le conseiller du Président, M. Mohammad Masoom Stanekzai, qui a été grièvement blessé lors de cette attaque.

Qui est Ramatullah Wahidyar? Son nom a été radié de la liste récapitulative dans un document promulgué par le Conseil de sécurité. À ce moment, assis dans cette même salle, devant le Conseil et M. De Mistura, j'avais dit « Nous sommes en train de radier beaucoup de noms de la liste. J'espère que nous savons ce que nous faisons. » Malheureusement, il semble que ce n'était pas vraiment le cas. Son nom a été radié de la liste – suite à une lettre du 18 juillet 2011 du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011).

Un autre aspect important de cette situation est qu'après cet horrible incident – et le respecté Président Karzaï lui-même a déclaré que c'était M. Stanekzai qui l'avait d'abord informé de l'arrivée d'un messager à Kaboul, porteur d'un message important des Taliban – curieusement, au départ, le porte-parole des Taliban, M. Zabihullah Mujahid, a revendiqué la responsabilité de cette attaque dans une interview avec Reuters. Toutefois, à mesure que l'indignation mondiale montait, ce même porte-parole, dans une déclaration écrite à Radio Free Afghanistan, a indiqué que son groupe ne savait rien de cet incident – affirmation très simpliste.

Je vais aller plus loin. Tout ceci est très curieux. Cette situation me rappelle la dernière partie du film *Casablanca*. Le major Strasser a été abattu : « Arrêtez les suspects habituels. » Le lendemain, le Gouverneur de la province de Balkh, M. Atta Muhammad Noor, a déclaré à la Radio Free Afghanistan que c'était la Direction générale du renseignement interservices du Pakistan qui les soutenait. Je me demande comment il a pu apprendre cela à Balkh. Malheureusement, je regrette de dire que certaines personnes ont néanmoins trouvé cela très crédible. Mais, par la suite, le porte-parole de la Direction nationale de la sécurité, M. Shafiqullah Taheri, a déclaré qu'il était possible que le groupe Quetta Shura soit impliqué. Il s'agit d'un autre élément nouveau. Le Quetta Shura est le conseil directeur des Taliban afghans dont on croit qu'il serait

basé au Pakistan. Je trouve très étrange de voir comment tout cela semble se tenir facilement.

Maintenant, cela change encore. La même personne déclare que nos enquêtes se poursuivent, bien que de graves accusations aient été portées. Autant que nous sachions, une personne nommée Hamidullah Akhund s'est présentée devant le Haut Conseil pour la paix et, j'insiste sur ce point, a affirmé représenter la choura de Quetta. Cela signifie – en conclusion – que le Conseil de Quetta a joué un rôle dans cette attaque.

Je n'ai pas de temps à perdre avec la choura de Quetta ou quiconque propage la violence, mais je me demande pourquoi l'attention est d'une certaine manière détournée vers le Pakistan lorsqu'il s'agit de questions qui normalement ne servent pas les intérêts de mon pays. Je vais maintenant citer ce que j'ai maintes fois dit au Conseil : « le groupe d'opposition, dirigé par le chef de l'opposition, Abdullah Abdullah, a fermement rejeté l'idée de négociations avec les Taliban et a qualifié le groupe indigne de participer au Gouvernement.

Ces questions ont été évoquées sur Radio Free Kabul et par M. Gwakh dans *Asia Times*. Il me paraissait pertinent d'en lire un extrait au Conseil.

Le décès prématuré de M. Rabbani ne doit pas laisser un vide. Nous espérons que le Conseil de sécurité respectera son legs. Nous respectons la volonté du Gouvernement et du peuple afghans de mener un processus de réconciliation viable et axé sur les résultats. Seul un Afghanistan en paix avec lui-même pourra garantir la sécurité de sa population, de ses avoirs, et des touristes. Seule la stabilité de l'Afghanistan permettra à mon pays, le Pakistan, de connaître la stabilité et d'être moins exposé à des menaces à sa sécurité qu'il ne l'est aujourd'hui.

Dans le rapport dont nous sommes saisis (S/2011/590), le Secrétaire général souligne à juste titre la nécessité d'un dialogue constructif et de la réconciliation en évitant la politique de la méfiance, de l'intimidation, de la peur ou de la vengeance. Nous approuvons cette remarque. La réconciliation sous la contrainte ou la menace de représailles est, au mieux, insuffisante.

Le Pakistan œuvre en faveur de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan à trois niveaux distincts. Premièrement, nous maintenons une solide présence de nos forces le long de la frontière internationale, et nous souhaiterions que cela soit également fait de l'autre côté. Le nombre total de soldats déployés dans le cadre d'opérations paramilitaires dans les régions frontalières est largement supérieur au nombre d'effectifs internationaux déployés sur l'ensemble du territoire afghan.

Deuxièmement, nous assurons et recherchons une coopération transfrontière concrète en matière de sécurité et de renseignements. Cela se fait sous les auspices de la Commission tripartite, à laquelle participent également les États-Unis d'Amérique et la Force internationale d'assistance à la sécurité. Depuis sa création en 2003 à Islamabad, la Commission tripartite a tenu 35 réunions et reste un moyen important de définir plus clairement les opérations sur le terrain et de les coordonner.

Troisièmement, en matière de coopération multilatérale, nous participons à plusieurs initiatives régionales importantes en Afghanistan, avec d'autres pays amis, notamment la République islamique d'Iran, le Tadjikistan, la Turquie, la Fédération de Russie, la Chine, les États-Unis d'Amérique et même le Kirghizistan. Outre des interactions régionales dans le domaine de la coopération économique, la sécurité est également un des thèmes communs de ces initiatives. Établis au plus haut niveau politique, ces échanges sont crédibles et utiles.

Par respect pour ces échanges concrets et approfondis, nous évitons en général de nous livrer au jeu des récriminations, même quand des activistes franchissent nos frontières et attaquent nos militaires et des civils innocents. Comme l'a indiqué mardi notre Ministre des affaires étrangères lors du débat général de l'Assemblée générale, nous devons travailler en étroite coopération et en tant que partenaires responsables et ne pas porter de jugements hâtifs ni émettre des doutes quant aux intentions des autres (voir A/66/PV.29).

Le rapport du Secrétaire général souligne, à juste titre, que le développement, la gouvernance et l'état de droit sont cruciaux pour que la transition soit irréversible, comme cela a été énoncé à la Conférence de Kaboul. Le Secrétaire général insiste sur la nécessité de tirer parti de l'intérêt politique et financier actuel pour la transition afin d'accélérer les activités susceptibles de contribuer à placer l'Afghanistan sur la voie du développement durable. Il insiste également sur l'importance de l'appui et de l'investissement privé internationaux sur le long terme pour faciliter la transition. Malgré tous les propos tenus à ce sujet, cela

ne s'est pas encore fait, et cette question est au cœur des problèmes rencontrés en Afghanistan. Les partenaires internationaux de l'Afghanistan doivent prêter l'attention voulue à ces remarques pertinentes.

Le Pakistan est conscient des besoins de développement de l'Afghanistan et sait qu'il est absolument indispensable que le Processus de Kaboul soit mené à bien. Nous continuerons de mettre en œuvre nos programmes d'assistance en Afghanistan, les plus importants que nous avons actuellement avec un pays, en étant l'État que nous sommes, compte tenu de la situation de notre pays et malgré nos ressources très limitées. Nous avons également proposé de contribuer au renforcement des capacités des forces de sécurité afghanes.

Nous accueillons toujours des millions de réfugiés afghans, ce qui génère des coûts très importants pour nous. Le rapport sur la situation en Afghanistan dont nous sommes saisis ne nous donne pas d'informations sur la situation actuelle des réfugiés. Nous espérons que cela sera fait dans le prochain rapport. Nous espérons que la communauté internationale continuera de tenir compte des problèmes rencontrés par le Pakistan.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à M. Pedro Serrano.

M. Serrano (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je tiens à vous remercier, au nom de l'Union européenne, de m'avoir invité à participer au présent débat.

La Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Islande, pays candidats; l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie, s'associent à la présente déclaration.

Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, de son exposé et le Secrétaire général de son rapport exhaustif (S/2011/590) sur la situation en Afghanistan. Nous remercions également le Ministre des affaires étrangères, M. Zalmai Rassoul, de son exposé important.

Je voudrais tout d'abord rappeler la très grande importance que nous attachons aux efforts des Nations Unies en Afghanistan, en particulier ceux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). L'action de l'ONU restera décisive pour l'avenir de l'Afghanistan durant les années à venir, et c'est pourquoi nous devons tous continuer d'appuyer ce pays, aussi bien au plan politique que financier. L'Union européenne restera également engagée sur le long terme – c'est pourquoi nous préparons actuellement un partenariat sur le long terme avec l'Afghanistan.

En juillet, la transition a commencé de manière concrète avec le transfert de la responsabilité de la sécurité de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) aux forces afghanes dans sept régions du pays. Ailleurs, des préparatifs sont en cours pour procéder à d'autres transferts de responsabilités en matière de sécurité. Nous sommes encouragés par le brio avec lequel les forces de sécurité afghanes assument leur nouveau rôle malgré le contexte difficile. Ces difficultés doivent renforcer la détermination de la communauté internationale à contribuer au succès de la transition par la formation efficace de ces forces.

Lors du précédent débat du Conseil sur la situation en Afghanistan (S/PV.6574), nous nous sommes déclarés préoccupés par le fait que l'insécurité augmentait, rendant la transition plus difficile. Ces préoccupations sont toujours aussi vives. Le nombre de pertes civiles, attribuables pour la plupart aux insurgés, reste trop élevé. Les civils sont maintenant exposés aux attaques des forces antigouvernementales même dans les hôpitaux et les mosquées. Ces derniers mois, plusieurs hauts fonctionnaires afghans ont été assassinés et, pas plus tard que la semaine dernière, M. Rabbani, Président du Haut Conseil pour la paix, a été tué.

Je voudrais réitérer la condamnation sans appel de l'Union européenne face à cet odieux attentat et exprimer toutes nos condoléances à cet égard. C'est en redoublant d'efforts en faveur de la réconciliation que l'on honorera au mieux la mémoire du Président Rabbani. Nous félicitons le Gouvernement de s'être précisément engagé à déployer de tels efforts.

Compte tenu de la situation sur le plan de la sécurité, il est d'autant plus encourageant de constater que la dynamique du processus de Kaboul semble à bien des égards s'accélérer. L'Union européenne voudrait en particulier saluer les efforts visant à régler la crise de la Kabul Bank et les progrès accomplis pour mettre de nouveau en œuvre le programme du Fonds

monétaire international. Avant la Conférence de Bonn, il est crucial de régler les dernières questions en suspens pour redonner confiance aux donateurs, dont l'Union européenne et ses États membres, tous étant engagés à contribuer au processus de Kaboul.

Entre autres signes positifs, des avancées ont été réalisées concernant plusieurs programmes nationaux prioritaires, notamment celui sur la réforme judiciaire. Nous nous félicitons des progrès déjà accomplis dans ce domaine particulier. En effet, des institutions judiciaires indépendantes et professionnelles sont indispensables à l'Afghanistan, si le pays veut améliorer les conditions sur le plan de la sécurité, de l'investissement et des droits de l'homme. La législation restera nulle et non avenue si le pays ne dispose pas des institutions nécessaires pour la mettre en œuvre.

Les engagements qu'a pris l'Afghanistan en matière de droit international des droits de l'homme sont à cet égard un exemple parlant. À ce sujet, je voudrais dire que les droits des femmes méritent une attention particulière, pendant la période de transition et au-delà. C'est précisément la raison pour laquelle il est très important que des responsables femmes participent elles aussi aux préparatifs de la Conférence de Bonn.

Les modestes progrès enregistrés sur certains programmes nationaux prioritaires ne doivent pas être un motif d'autosatisfaction. Le processus de transition ne sera viable que si tous les programmes nationaux prioritaires avancent de concert. Dans le domaine de la gouvernance, les avancées telles que la mise en place du Comité mixte de surveillance et d'évaluation de la corruption doivent être consolidées par des mesures structurelles pour faire reculer la corruption et favoriser une plus grande transparence et une responsabilisation accrue en matière de finances publiques.

Il ne saurait y avoir de responsabilisation sans contrôle parlementaire. C'est pourquoi nous exhortons le Parlement afghan à reprendre pleinement ses fonctions. Cela implique d'accomplir un important travail législatif et de fournir les contrôles et contrepoids nécessaires s'agissant de l'édification de l'État en Afghanistan. Les nouvelles législations doivent donc être soumises à l'approbation parlementaire. Des améliorations sont possibles à cet égard, et c'est dans ce contexte que l'Union européenne se tient prête à appuyer les engagements afghans de procéder à une réforme électorale à long terme.

Naturellement, notre attention doit, au-delà de Kaboul, se porter également sur les provinces et districts et sur la gouvernance au niveau infranational. Il nous faut renforcer les capacités et la responsabilité des institutions provinciales et municipales. Ce n'est qu'alors qu'on offrira les bons services aux bonnes personnes et de la bonne manière. En outre, pour obtenir la part d'aide qui leur revient, les provinces et les districts doivent entretenir de meilleures relations avec l'autorité centrale. En effet, une fois la transition achevée, c'est de plus en plus par le Gouvernement central que seront acheminés les fonds en Afghanistan.

J'ai abordé les questions relatives à Kaboul et aux collectivités locales, et je voudrais maintenant me pencher brièvement sur le contexte régional. Les pays limitrophes ont tout intérêt à ce que l'Afghanistan recouvre stabilité et sécurité, un enjeu dans lequel ils assument d'ailleurs une responsabilité particulière. En se fondant sur ses programmes en cours, l'Union européenne est disposée à peser de tout son poids en faveur d'initiatives qui encouragent l'intégration et la coopération régionales. Nous attendons avec intérêt la prochaine Conférence d'Istanbul, qui donnera l'occasion de redynamiser le volet régional avant la Conférence de Bonn. L'initiative de la « nouvelle Route de la soie », lancée la semaine dernière, constitue un projet de coopération économique prometteuse dont l'Afghanistan et ses voisins pourraient tirer des bénéfices considérables.

La population afghane, dont la majorité est pauvre et une grande partie est actuellement menacée par la sécheresse, a besoin de constater une amélioration concrète de ses conditions de vie et de ses moyens de subsistance. Nous devons tous jouer un rôle à cet égard. Comme feu le Président Rabbani l'avait déclaré au Sommet du Millénaire des Nations Unies :

> « La combinaison de la pauvreté absolue et de l'inégalité extrême entre et au sein des pays constitue un affront à notre humanité et une situation tragique qui nécessite une solidarité internationale urgente. » (*A/55/PV.7, p. 12*)

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à M. Staffan de Mistura pour qu'il réponde aux observations qui ont été formulées.

M. De Mistura (*parle en anglais*) : Si le Ministre Rassoul me le permet, je voudrais dire que

l'Afghanistan et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sont plein d'espoir après ce que j'ai pu entendre au cours de la présente réunion. Le Conseil de sécurité appuie l'avenir de l'Afghanistan – malgré les événements tragiques qui sont survenus – et le travail de la MANUA, ainsi que la poursuite de la coopération entre la Mission et le pays. Cet appui nous aidera tous les deux lorsque nous rentrerons à Kaboul, dès demain en ce qui me concerne. Ce sera ma seule remarque.

Je voudrais dire quelques mots à l'intention du Liban, pays pour lequel j'ai beaucoup d'affection pour y avoir été en poste. À l'instar de nombreux autres orateurs, je voudrais exprimer le plaisir que je ressens à voir le Liban occuper la présidence du Conseil.

(*l'orateur poursuit en arabe*)

Je vous remercie, Monsieur le Président, et vous souhaite plein succès. Que Dieu vous bénisse et vous apporte la santé et la sérénité.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. De Mistura pour ses paroles pleines de gentillesse envers le Liban.

Le Représentant de l'Afghanistan a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Rassoul (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier tous les membres du Conseil pour les paroles de sympathie et de condoléances qu'ils ont exprimées suite au martyre du Président Rabbani. Je voudrais également signaler qu'une enquête rigoureuse est en cours pour faire toute la lumière sur les circonstances de cet assassinat. Naturellement, dès que nous en aurons les conclusions finales, nous en informerons le Conseil.

(*l'orateur poursuit en français*)

Je voudrais, au nom de mon peuple et du Gouvernement afghan, remercier les membres du Conseil et les représentants des pays amis de l'Afghanistan pour leur appui et leur engagement durable envers mon pays. Avec leur appui, l'Afghanistan sera un facteur essentiel de paix, de stabilité et de prospérité pour la région et contribuera à la paix et la sécurité internationales.

Le Président (*parle en arabe*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 20.